

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 2

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE



Québec 

AVRIL 2015

NUMÉRO	<p align="center">ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	PAGE
1	<p>Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2014-2015, indiquer :</p> <p>a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;</p> <p>b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;</p> <p>c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.</p>	1
2	<p>Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune de l'année 2014-2015. Indiquer :</p> <p>a) le lieu ;</p> <p>b) le coût ;</p> <p>c) la ou les dates de participation ;</p> <p>d) le nombre de participants ;</p> <p>e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;</p> <p>f) le nom de la formation ou de l'activité.</p>	2
3	<p>Sommes dépensées en 2014-2015 (et prévisions pour 2015-2016) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).</p>	3
4	<p>Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2014-2015, en indiquant pour chacun :</p> <p>a) son mandat ;</p> <p>b) la liste des membres ;</p> <p>c) le budget dépensé ;</p> <p>d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;</p> <p>e) les résultats atteints.</p>	4
5	<p>Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère (MTQ et CGER) en 2014-2015 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.</p>	5
6	<p>Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.</p>	6
7	<p>Liste et copie de tous les sondages effectués en 2014-2015 en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.</p>	7
8	<p>Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2014-2015 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception. Indiquer le nombre total d'avis demandés par le ministère.</p>	8
9	<p>Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.</p>	9
10	<p>Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par contrats ou sous-contrats, en 2014-2015.</p>	21

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	PAGE
11	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2014-2015 : a) la liste de tous les concours et tirages effectués; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.	24
12	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2014-2015 : <ul style="list-style-type: none"> • le nom de toutes les campagnes; • les coûts de ces campagnes; • le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; • les dates de diffusion de la campagne; • les objectifs visés par chaque campagne. 	25
13	Pour 2014-2015, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.	27
14	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2014-2015 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux affaires publiques; b) le montant dépensé par le département des affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instances ou organismes.	28
15	Sommes ventilées accordées par le ministère pour 2013-2014 et 2014-2015 concernant la sécurité dans les palais de justice et description des actions concrètes du Ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Prévisions pour 2015-2016.	29
16	Le nombre d'effectifs affectés à la patrouille de la cybercriminalité, leur rémunération, ainsi que le coût du module de cybercrime de la Sûreté du Québec (SQ) pour 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016. Préciser le poste de chacun des effectifs et sa provenance.	30
17	Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2013-2014 et 2014-2015 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2015-2016.	30
18	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour les périodes 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.	32
19	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition en 2013-2014 et 2014-2015.	33
20	Le nombre de pistolets Taser ventilé par corps policier (y compris les corps policiers autochtones) et par région pour 2013-2014 et 2014-2015, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.	34
21	Le nombre d'interventions avec un pistolet Taser ventilé par corps policier (y compris les corps policiers autochtones) et par région pour 2013-2014 et 2014-2015, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.	35

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	PAGE
22	Copie des études, scénarios et /ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2015 concernant le pistolet Taser.	36
23	Le total et le détail des sommes dépensées dans le cadre du projet Nocturne pour la sécurité dans les bars pour 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.	37
24	Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour 2013-2014 et 2014-2015, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.	38
25	Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande pour 2013-2014, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.	39
26	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2013-2014 et 2014-2015, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.	40
27	Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2006 : a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police; b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation; c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.	41
28	Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir : a) description des actions posées, pour chaque phase; b) les coûts engendrés, pour chaque phase; c) le nombre d'appels et de dénonciations reçus sur la ligne d'aide téléphonique sans frais.	43
29	Concernant l'unité permanente anticorruption : a) ventilation détaillée des effectifs par poste, selon l'organisme dont ils proviennent; b) Le budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2014-2015 en comparaison avec 2013-2014; c) le détail des coûts engendrés par ses activités ; d) le nombre de procureurs dédiés exclusivement à ses dossiers ; e) le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête; f) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées; g) Nombre de personnes affectées à l'unité, par poste (équivalent ETC); h) La liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC; i) Le bilan des activités de l'UPAC.	44
30	Copie des études, scénarios et /ou analyse réalisés depuis le 31 mars 2012 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.	45
31	Indiquer les sommes dépensées en 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015 (prévisions pour 2015-2016) par votre ministère/organisme pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.	46
32	Pour chaque année, depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.)	47
33	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2006, et prévisions pour 2015-2016.	48
34	Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.	49
35	Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile.	50

NUMÉRO	<p align="center">ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	PAGE
36	Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la corruption et la collusion.	51
37	Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2004-2005, par année.	52
38	État d'avancement de la mise sur pied du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) institué par le projet de loi no 12 en mai 2013.	53
39	Effectifs du Bureau des enquêtes indépendantes en 2014-2015 et ceux prévus pour 2015-2016.	54
40	Dépenses autorisées pour le Bureau des enquêtes indépendantes en 2014-2015 et celles prévues pour 2015-2016 (salaires et fonctionnement).	55
41	Toute étude ou analyse démontrant que la réduction du taux d'encadrement que causera l'abolition de 150 postes d'officiers (par attribution) en 2015-2016 n'affectera pas la qualité des services rendus par la Sûreté du Québec ni sa capacité à pleinement remplir sa mission.	30
42	Toute étude ou analyse en vue de la refonte des 10 districts administratifs actuels.	30
43	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 décembre 2012, répartis par district et par quart de travail. Préciser le nombre d'effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.	30
44	La répartition par catégories (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2015.	30
45	La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec, leur rémunération respective pour la période 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	30
46	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2015.	30
47	Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières répartis par districts et par quart de travail pour 2013-2014 et 2014-2015. Comparer avec les effectifs des trois années financières précédentes. Prévisions pour 2015-2016.	30
48	La liste et le détail des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu en 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.	30
49	Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2015.	30
50	L'investissement pour la période 2013-2014 et 2014-2015 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2015-2016.	30
51	Les investissements pour la période 2013-2014 et 2014-2015 en équipements spécialisés, par catégorie et par district. Prévisions pour 2015-2016.	31
52	Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ et les montants facturés à chacune d'elle pour 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.	56
53	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2013-2014 et 2014-2015.	31
54	Le nombre et la nature des constats d'infraction émis par les policiers de la SQ en 2013-2014 et 2014-2015. : a) sur les routes entretenues par le ministère des Transports ; b) sur les routes entretenues par une municipalité. Ventiler également par une distinction entre les constats d'infraction émis sur le réseau autoroutier et en dehors du réseau autoroutier.	31
55	Au 31 mars 2015 ventilation par poste des effectifs des huit Escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé et des Escouades spéciales d'enquête ainsi que le budget annuel accordé. Comparer avec les trois années financières précédentes.	31
56	Toute étude ou analyse en vue de la réduction du nombre d'escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé en 2015-2016.	31
57	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire en 2013-2014 et 2014-2015.	31
58	La répartition par poste des nouveaux officiers et agents de la SQ embauchés en 2013-2014 et 2014-2015 avec leur profil de formation. Comparer et ventiler avec les trois années financières précédentes. Prévisions pour 2015-2016.	31

NUMÉRO	<p align="center">ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	PAGE
59	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs en 2013-2014 et 2014-2015, ainsi que les augmentations prévues.	31
60	Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2013-2014 et 2014-2015.	57
61	Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle en 2013-2014 et 2014-2015.	31
62	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2013-2014 et 2014-2015.	31
63	Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013-2014 et 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.	58
64	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ pour la période 2013-2014 et 2014-2015.	31
65	Effectifs policiers affectés à des tâches dites « municipales » dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants. (Drummondville, Shawinigan, etc.)	31
66	Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé.	31
67	Nombre, lieux et coût des opérations routières menées contre l'alcool au volant et nombre d'arrestations liées à ces opérations pour 2013-2014 et 2014-2015.	31
68	Mise à jour du rapport sur les vols de métaux au Québec : état de situation en 2011 et application tactique, ou toute note ou analyse illustrant un état de situation plus à jour.	31
69	La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.	59
70	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2015, répartis par corps de police municipal.	70
71	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	72
72	La liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec. Fournir également la copie de toute étude concernant le déséquilibre fiscal existant entre les municipalités ayant leur propre corps de police et celles desservies par la Sûreté du Québec.	73
73	État détaillé de la mise en œuvre de chacune des recommandations contenues dans le rapport d'enquête administrative concernant l'évasion par hélicoptère de l'établissement de détention de Québec le 7 juin 2014.	74
74	Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour 2013-2014 et 2014-2015.	75
75	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour 2013-2014 et 2014-2015.	76
76	Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2015.	77
77	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque établissement de détention au 31 mars 2015.	78
78	La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	79
79	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention pour les périodes 2013-2014 et 2014-2015.	80
80	Les effectifs (par catégorie d'emplois et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par établissement de détention pour 2013-2014 et 2014-2015.	81

NUMÉRO	<p align="center">ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	PAGE
81	Le nombre d’absences temporaires accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour 2013-2014 et 2014-2015.	82
82	Répartition de la durée totale et de la durée moyenne des octrois d’absence temporaire par établissement de détention pour 2013-2014 et 2014-2015.	83
83	Le nombre d’heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention pour 2013-2014 et 2014-2015.	84
84	Le ratio d’heures de travail par activité d’évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2013-2014 et 2014-2015.	85
85	Nombre d’agents de surveillance affectés aux suivis en milieu ouvert et à toute autre surveillance de personnes contrevenantes en période de probation, ventilé selon le type de surveillance et par région, pour les périodes 2013-2014 et 2014-2015.	86
86	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015 par région administrative.	87
87	Nombre d’agents de probation en fonction, ventilé selon le type d’activité ou de fonction et par région, pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015.	88
88	Nombre de dossiers concernant les criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015.	89
89	Nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, ventilé par année et par établissement de détention (distinguer détenus et prévenus). Préciser le délai moyen (jours) entre la sortie et le retour en détention.	90
90	Le nombre de détenus et de prévenus évadés d'un établissement de détention en 2014-2015 (distinguer détenus et prévenus). Préciser le délai moyen (jours) entre l'évasion et le retour en détention.	91
91	Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2013-2014 et 2014-2015.	92
92	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes 2013-2014 et 2014-2015.	93
93	Produire le plan triennal d’immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s’est poursuivie au cours des exercices 2013-2014 et 2014-2015. Fournir l’échéancier complet pour chaque projet (qu’il s’agisse de rénovation ou de nouvelle construction).	94
94	Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.	95
95	Les rapports annuels (états financiers) du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale institué en vertu de la Loi sur les services correctionnels, pour les années 2004-2005 à 2014-2015. Justifier les différentes charges relatives à la gestion du Fonds (honoraires professionnels, déplacements, etc.).	98
96	Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 , 2014-2015.	99
97	Les résultats et rapports relatifs au projet-pilote mettant en œuvre de nouvelles modalités d'évaluation de la réinsertion sociale des détenus en janvier 2013, visant à permettre de diminuer le temps de production des évaluations et ainsi d'augmenter le nombre d'évaluations produites, tout en s'assurant de leur qualité.	100
98	Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.	101
99	Pour 2013-2014 et 2014-2015, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CSST suite à une blessure à l’emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.	102

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016	PAGE
	TABLE DES MATIÈRES	
	RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	
100	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015.	103
101	Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les établissements de détention pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015. Ventilation par établissements de détention.	104
102	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les établissements de détention et les palais de Justice (pour comparution) pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015. Ventilation par établissement de détention.	105
103	Le nombre et le coût des installations modulaires (temporaires ou permanentes) et des roulottes dans les établissements de détention pour 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016. Ventiler par établissement de détention	106
104	Le nombre d'inspections cellulaire, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015. Ventilé par établissement de détention.	107
105	Échéancier complet et coûts totaux et par unité (cellule) relativement à la construction des établissements de détention de Sorel, de Roberval, d'Amos et de Sept-Îles.	109
106	Efforts déployés pour maximiser le nombre de personnes contrevenantes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.	110
107	Nombre total de personnes ayant fréquenté le centre Kapatakan Gilles Jourdain en 2013-2014 et en 2014-2015.	111
108	Pour les années 2012 à aujourd'hui, les diètes religieuses accordées aux détenus; le nombre de repas, leur coût unitaire et le coût total pour les repas casher et les repas halal.	112
109	Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2013-2014 et 2014-2015.	113
110	Coûts relatifs à chacune des interventions effectuées dans le cadre du Plan d'action gouvernemental relatif à l'accident ferroviaire survenu le 6 juillet 2013 dans la Ville de Lac-Mégantic, ventilé par programme.	121
111	Coût du programme d'aide financière spécifique relatif aux mesures de rétablissement déployées à la suite de l'incendie mortel survenu le 23 janvier 2014 dans une résidence pour personnes âgées à L'Isle-Verte.	122
112	État d'avancement de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024. Indiquer le budget et l'effectif prévus pour sa mise en œuvre pour 2015-2016.	123
113	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué en 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.	124
114	État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2013-2014 et 2014-2015.	125
115	Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.	126
116	Détail de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.	129
117	Échéancier et copie de la refonte (et des modifications) de la Loi sur la sécurité civile.	130
118	Description des postes des employés des directions et bureaux régionaux de la sécurité civile.	131
119	Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile	132
120	Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2013-2014 et 2014-2015.	133
121	La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour 2013-2014 et 2014-2015, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	134
122	La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	135

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	PAGE
123	La liste des conditions et des tests requis pour être admissibles à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.	136
124	La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.	137
125	Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2013-2014 et 2014-2015.	139
126	La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour 2013-2014 et 2014-2015, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	140
127	La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour 2013-2014 et 2014-2015 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.	141
128	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour 2013-2014 et 2014-2015 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	142
129	Liste des motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif en 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015.	143
130	Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emplois, ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2013-2014 et 2014-2015.	144
131	La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour 2013-2014 et 2014-2015, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	145
132	Le nombre de dossiers reçus pour 2013-2014 et 2014-2015 par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux).	146
133	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2015, par catégorie et par origine.	147
134	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015.	148
135	État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police, dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.	149
136	Pour 2013-2014 et 2014-2015, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.	150
137	Rapport d'enquête suivant la plainte logée à l'endroit du policier de la Sûreté du Québec qui a heurté et tué Nicolas Thorne-Belance, un garçon de cinq ans, le 13 février 2014 à Longueuil.	151
138	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2013-2014 et 2014-2015, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.	152
139	Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2013-2014 et 2014-2015.	153
140	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les augmentations prévues et les bonis et primes reçues au cours d'une même période.	154
141	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2013-2014 et 2014-2015, ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	155
142	La liste des enquêtes terminées en 2013-2014 et 2014-2015 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur responsable du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).	156
143	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2015 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur responsable du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	157

NUMÉRO	<p align="center">ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016</p> <p align="center">TABLE DES MATIÈRES</p> <p align="center">RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	PAGE
144	Copie des directives envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour 2013-2014 et 2014-2015.	158
145	Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.	159
146	État d'avancement des recommandations formulées par le Protecteur du citoyen, notamment en ce qui concerne les délais d'investigation.	161
147	Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2014-2015, et prévisions pour 2015-2016.	162
148	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour 2013-2014 et 2014-2015, incluant leur Curriculum Vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	163
149	La répartition des décisions prises par la Commission pour 2013-2014 et 2014-2015 (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libérations conditionnelles et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	164
150	La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la Commission pour 2013-2014 et 2014-2015.	165
151	Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.	166
152	Mesures mises en œuvre par la CQLC pour maximiser le nombre de personnes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.	167
153	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.	168
154	Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2013-2014 et 2014-2015.	169
155	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour 2013-2014 et 2014-2015, ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	170
156	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps policiers mandatés, pour chaque secteur d'activités pour 2013-2014 et 2014-2015.	171
157	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués pour 2013-2014 et 2014-2015, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	172
158	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour 2013-2014 et 2014-2015, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	173
159	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour 2013-2014 et 2014-2015.	174
160	Le nombre de licences de course, de pistes de courses, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour 2013-2014 et 2014-2015.	175
161	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour 2013-2014 et 2014-2015, ainsi que le résultat de la décision.	176
162	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes en 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015.	177
163	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs en 2013-2014 et 2014-2015.	178
164	Depuis 2006, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilé par sport.	179
165	Les revenus découlant du nouveau Règlement sur les systèmes de loteries et aux Règles sur les systèmes de loteries entreront en vigueur pour autoriser la mise sur pied et l'exploitation des tirages moitié-moitié sous l'égide d'une licence délivrée par la Régie des alcools, des courses et des jeux.	180
166	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2013-2014 et 2014-2015, par région.	181
167	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2013-2014 et 2014-2015.	182
168	Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2013-2014 et 2014-2015.	183

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

<p>QUESTION 1 : Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2014-2015, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
--

Veuillez vous référer à la question 8 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 2 : **Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune de l'année 2014-2015. Indiquer :**

- a) le lieu ;**
- b) le coût ;**
- c) la ou les dates de participation ;**
- d) le nombre de participants ;**
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;**
- f) le nom de la formation ou de l'activité.**

Veuillez vous référer à la question 16 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

<p>QUESTION 3 : Sommes dépensées en 2014-2015 (et prévisions pour 2015-2016) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).</p>

<p>Veillez vous référer à la question 1 du groupe de l'Opposition officielle.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

<p>QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2014-2015, en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none">a) son mandat ;b) la liste des membres ;c) le budget dépensé ;d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;e) les résultats atteints.
--

Veillez vous référer à la question 4 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 5 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère (MTQ et CGER) en 2014-2015 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Veillez vous référer aux questions 11 et 12 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 6 : Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.

Veuillez vous référer à la question 13 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 7 : Liste et copie de tous les sondages effectués en 2014-2015 en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Veillez vous référer à la question 14 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 8 :	Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2014-2015 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception. Indiquer le nombre total d'avis demandés par le ministère.
<p>Les avis juridiques demandés par le ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la Charte des droits et libertés, lequel prévoit ce qui suit :</p> <p>« 9. Chacun a droit au respect du secret professionnel.</p> <p><u>Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi.</u></p> <p>Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel. » (nos soulignements)</p> <p>Le droit au secret professionnel appartient au gouvernement et lui seul peut y renoncer.</p> <p>La Loi sur le ministère de la Justice prévoit à son article 3 que « Le ministre de la Justice est le jurisconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre jurisconsulte du Conseil exécutif du Québec. ». C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères. Le ministère ou ministre qui a demandé un avis juridique ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Le ministre de la Justice doit être consulté à ce sujet. Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.</p> <p>De plus, nous portons à votre attention que l'article 214 du Règlement de l'Assemblée nationale énonce que :</p> <p>« 214. Dépôt du document - Lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public. ».</p> <p>Pour ces raisons, nous ne pouvons donner suite à votre demande de vous communiquer la liste et copie de tous les avis juridiques demandés en 2013-2014 et 2014-2015 par le MSP ou le cabinet dans le cadre de l'étude des crédits.</p> <p>Aucun avis externe n'a été demandé par le ministère sauf en ce qui a trait aux expertises techniques en lien avec les sinistres réels ou imminents.</p> <p>En ce qui a trait au nombre total d'avis demandés, veuillez vous référer directement au Ministère de la Justice qui produira une réponse pour l'ensemble de son réseau, le cas échéant.</p>	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction - Communiqué de presse	Anglocom inc.	82
Traduction - Lettre	Anglocom inc.	60
Traduction - Lettre	Anglocom inc.	60
Traduction - Lettre	Anglocom inc.	79
Traduction - Communiqué de presse	Composition Sainte-Foy	158
Traduction - Communiqué de presse	Composition Sainte-Foy	133
Traduction - Document	Composition Sainte-Foy	8 523
Traduction - Document	Composition Sainte-Foy	66
Traduction - Lettre	Composition Sainte-Foy	116
Traduction - Mots clés	Composition Sainte-Foy	422
Traduction - Lettre	Edgar inc.	88

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Mémo pour les personnes incarcérées anglophones	Kenneth Hilt & Associés Limitée	39
Affiche pour les personnes incarcérées anglophones	Kenneth Hilt & Associés Limitée	30
Formulaire de consentement à la vérification des antécédents judiciaires	CSF inc. Traduction	113

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE · 01.03

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction de rapports pour la cour	Traduction Guy Demers inc.	8 427

* Les frais sont remboursés par la Direction des poursuites criminelles et pénales

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Communiqué aux directeurs de corps de police	Les Productions Trois-Points Limitée	73
Communiqués et notes aux directeurs de police Pratiques policières	Les Productions Trois-Points Limitée	6 387
«Mot de la ministre » pour le document souvenir lors de la remise des médailles aux policiers autochtones 2014	Anglocom inc.	87
Traduction simultanée lors du Colloque des directeurs de police autochtones du Québec	Société des communications Atikamekw-Montagnais (SOCAM)	3 803

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction en anglais de deux lettres adressées à des sinistrés	Anglocom inc.	162
Traduction en anglais du document « Réponse à un sinistre majeur : le tremblement de terre »	Anglocom inc.	247
Traduction en anglais de documents pour procédures judiciaires	Composition Ste-Foy inc. (CSF)	282

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Règlements et règles	CSPQ - Publications du Québec	738

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Avis de convocation et demande relative à une séance	Traduction Amérique	104
Décisions rendues lors des séances	Traduction Amérique	7 982

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction français/anglais de 79 rapports d'investigation et d'enquête	Centre de services partagés du Québec	7 338

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction de 147 décisions	Traduction Amériques	8 366
Traduction de 5 lettres concernant des dossiers	Traduction Amériques	124
Traduction d'une demande d'accès à l'information	Traduction Amériques	43

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Décision du Comité de déontologie policière	Williamson, Karen P.	272

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS/CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction des textes et documents pour une présentation orale au colloque de l' <i>Association of Certified Fraud Examiners</i> , Toronto	Edgar inc.	986

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DE QUÉBEC

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Lexique et traductions de textes du domaine policier	Patrick Dupuis, traducteur	414
Integration as a means to prevent extremism and terrorism	Patrick Dupuis, traducteur	467
Gov USA-Intervention systems	Patrick Dupuis, traducteur	2 860
Rapport Alpert	Patrick Dupuis, traducteur	9 468
Storyboard_PGI-0006, Précis de cours Contrôle de périmètre pour réviseur	Patrick Dupuis, traducteur	980
Evaluation of the participation of professional actors in the Drug Recognition Experts field certification	Véronique Gagné, traductrice	3 000
PowerPoint « La prise de note »	Véronique Gagné, traductrice	750
Foot patrols	Traductions Postrophe	274
Criminal interrogations	Traductions Postrophe	730
Crime in urban parks	Traductions Postrophe	3 503
Police one	Traductions Postrophe	224
Enhancing problem solving capacity	Traductions Postrophe	1 740

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 10 : Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par contrats ou sous-contrats, en 2014-2015.

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
Anjou, 7077, rue Beaubien	Location d'un nouveau local
Drummondville, 1680, boulevard Saint-Joseph	Agrandissement des locaux
Gatineau, 170, rue de l'Hôtel-de-Ville	Agrandissement des locaux
Gatineau, 75, boulevard Saint-François	Travaux de mise aux normes
Joliette, 450, rue Saint-Louis	Location d'un nouveau local
Joliette, 450, rue Saint-Louis	Agrandissement des locaux
Laval, 400, Montée Saint-François	Travaux de mise aux normes (2 demandes)
Laval, 2800 boulevard Saint-Martin	Réaménagement des locaux (2 demandes)
Longueuil	Location d'un nouveau local
Montréal, 201, avenue Laurier	Agrandissement des locaux
Montréal, 555, boulevard Henri-Bourassa	Installation de la téléphonie IP
Montréal, 1701, rue Parthenais	Réaménagement des locaux (2 demandes)
Montréal, 11900, avenue Armand-Chaput	Travaux de mises aux normes
New Carlisle, 87, boulevard Gérard-D-Lévesque	Agrandissement des locaux
New Carlisle, 87, boulevard Gérard-D-Lévesque	Travaux mineurs

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 10 : Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par contrats ou sous-contrats, en 2014-2015.

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
New Carlisle, 87, boulevard Gérard-D-Lévesque	Installation de la téléphonie IP
Opitciwan	Location d'un nouveau local
Québec, 300, boulevard Jean-Lesage	Agrandissement des locaux
Québec, 500, rue de la Faune	Installation de la téléphonie IP
Québec, 500, rue de la Faune	Travaux de mise aux normes (5 demandes)
Québec, 500, rue de la Faune	Agrandissement des locaux
Saint-Jean-sur-Richelieu, 109, rue Saint-Charles	Travaux mineurs
Saint-Jérôme, 25 rue de Martigny	Agrandissement des locaux
Saint-Jérôme, 85 rue de Martigny	Rétrocession d'espace
Saint-Jérôme, 2, boulevard de la Salette	Travaux de mises aux normes (2 demandes)
Saint-Joseph-de-Beauce, 795, avenue du Palais	Agrandissement des locaux
Trois-Rivières, 7600, boulevard Parent	Travaux de mise aux normes
Trois-Rivières, 7600, boulevard Parent	Installation de la téléphonie IP
Victoriaville, 800, boulevard des Bois-Francis	Agrandissement des locaux

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES– 03.02

QUESTION 10 : Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par contrats ou sous-contrats, en 2014-2015.

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
300, boul. Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8K6	Ajout de prise et de canalisation
300, boul. Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8K6	Déplacement de 2 colonnettes afin de procéder au réaménagement de certains espaces de travail.
300, boul. Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8K6	Vérification du câblage électrique pour installation d'un équipement visioconférence.
300, boul. Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8K6; 1, rue Notre-Dame Est, Montréal(Québec) H2Y 1B6	Signalisation de locaux et acquisition de portes-nom.
300, boul. Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8K6	Désactivation du lecteur de carte d'accès et du bouton panique.
1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6	Installation d'un système de masquage sonore pour améliorer la confidentialité de la salle de visioconférence.
300, boul. Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8K6	Changement de barillet.
300, boul. Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8K6	Délaissement d'un local et obtention d'un autre local (diminution des coûts de location).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 11 : Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2014-2015 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

- a) Concours Facebook dans le cadre de la Semaine de la sécurité civile 2014, lequel concours ne nécessitait pas de permis de la Régie des alcools, des courses et des jeux.
- b) Sous la forme de deux chèques-cadeaux de 250 \$ de la SÉPAQ, ces certificats ont été décernés par tirage au sort.
- c) Vise à faire connaître les messages ciblés dans le cadre de la Semaine de la sécurité civile et à augmenter le nombre d'abonnés à la page Facebook du ministère.
- d) Le Concours Facebook a débuté le 1^{er} mai et a pris fin le 19 mai 2014 à 23h59.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 12 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2014-2015 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Semaine de la prévention de la criminalité 2014 <i>Agir pour prévenir</i> 2 au 8 novembre 2014	Travaux entièrement faits à l'interne	-
Semaine de la police 2014 <i>Toujours là pour vous</i> 2 au 8 novembre 2014	Travaux entièrement faits à l'interne	-

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 12 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2014-2015 : <ul style="list-style-type: none">• le nom de toutes les campagnes;• les coûts de ces campagnes;• le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;• les dates de diffusion de la campagne;• les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION		FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Titre : Thème : Objectif visé : Descriptif :	Semaine de la sécurité civile 2014 - 4 au 10 mai 2014 Sensibiliser les citoyens à l'importance de se préparer pour faire face à diverses situations d'urgence. Placements média et publicitaire	Bleu Outremer (publicité et promotion Web)	12 072
		Centre de services partagés du Québec (publicité et promotion Internet - La Presse)	7 920
		Les Ateliers d'Elle (manutention/expédition - brochure En cas de situation d'urgence, êtes-vous prêt ?)	1 023
		Placement Facebook (sous la responsabilité de la DCOM du MSP)	1 052
		SÉPAQ (2 chèques-cadeaux de 250 \$ - concours Facebook)	500
Titre : Thème : Objectif visé : Descriptif :	Semaine de la prévention des incendies 2014 - 5 au 11 octobre 2014 Sitôt averti! Sitôt sorti! Réduire le nombre de décès, les blessés ainsi que les pertes matérielles liés aux incendies en sensibilisant les citoyens à adopter des comportements sécuritaires Impression, emballage et manutention d'articles promotionnels	Centre de services partagés du Québec (impression - Affiche routière Sitôt averti!, sitôt sorti!)	30 366
		Deschamps Impression inc. (impression - autocollant La Grande Évacuation et affiche murale Sitôt averti! Sitôt sorti!)	4 261
		Imprimerie Budget (impression - dépliant Avertisseur de fumée)	4 744
		Imprimerie Solisco inc. (impression - signet Sitôt averti!, sitôt sorti!)	1 972
		Les Ateliers TAQ (emballage et manutention)	3 975
		LithoChic (impression - dépliant Préparer un plan d'évacuation, c'est rassurant!)	4 593

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 13 : Pour 2014-2015, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Veillez vous référer à la question 22 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

<p>QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2014-2015 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux affaires publiques;b) le montant dépensé par le département des affaires publiques;c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instances ou organismes.

Pour le ministère * :

a) NOMBRE D'EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX AFFAIRES PUBLIQUES :	Le ministère de la Sécurité publique ne dispose pas de département des affaires publiques. Toutefois, sa Direction des communications compte 15 employés (relevant du ministère de la Sécurité publique).
b) MONTANT DÉPENSÉ PAR LE DÉPARTEMENT DES AFFAIRES PUBLIQUES :	908 014 \$
c) NOMBRE ET DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS	Le ministère ne consigne pas ces informations.

* Note : Cette réponse concerne le ministère uniquement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 15 : Sommes ventilées accordées par le ministère pour 2013-2014 et 2014-2015 concernant la sécurité dans les palais de justice et description des actions concrètes du Ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Prévisions pour 2015-2016.

Veillez vous référer à la question 72 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

Pour les réponses aux questions **16, 17, 41 à 51, 53 à 59, 61, 62 et 64 à 68** du 2^e groupe de l'opposition voir le cahier de la Sûreté du Québec.

- QUESTION 16 :** Le nombre d'effectifs affectés à la patrouille de la cybercriminalité, leur rémunération, ainsi que le coût du module de cybercrime de la Sûreté du Québec (SQ) pour 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016. Préciser le poste de chacun des effectifs et sa provenance.
- QUESTION 17 :** Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2013-2014 et 2014-2015 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2015-2016.
- QUESTION 41 :** Toute étude ou analyse démontrant que la réduction du taux d'encadrement que causera l'abolition de 150 postes d'officiers (par attribution) en 2015-2016 n'affectera pas la qualité des services rendus par la Sûreté du Québec ni sa capacité à pleinement remplir sa mission.
- QUESTION 42 :** Toute étude ou analyse en vue de la refonte des 10 districts administratifs actuels.
- QUESTION 43 :** Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 décembre 2012, répartis par district et par quart de travail. Préciser le nombre d'effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.
- QUESTION 44 :** La répartition par catégories (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2015.
- QUESTION 45 :** La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec, leur rémunération respective pour la période 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les augmentations et bonis prévus.
- QUESTION 46 :** Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2015.
- QUESTION 47 :** Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières répartis par districts et par quart de travail pour 2013-2014 et 2014-2015. Comparer avec les effectifs des trois années financières précédentes. Prévisions pour 2015-2016.
- QUESTION 48 :** La liste et le détail des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu en 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.
- QUESTION 49 :** Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2015.
- QUESTION 50 :** L'investissement pour la période 2013-2014 et 2014-2015 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2015-2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

- QUESTION 51 :** Les investissements pour la période 2013-2014 et 2014-2015 en équipements spécialisés, par catégorie et par district. Prévisions pour 2015-2016.
- QUESTION 53 :** La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2013-2014 et 2014-2015.
- QUESTION 54 :** Le nombre et la nature des constats d'infraction émis par les policiers de la SQ en 2013-2014 et 2014-2015. :
a) sur les routes entretenues par le ministère des Transports ;
b) sur les routes entretenues par une municipalité.
Ventiler également par une distinction entre les constats d'infraction émis sur le réseau autoroutier et en dehors du réseau autoroutier.
- QUESTION 55 :** Au 31 mars 2015 ventilation par poste des effectifs des huit Escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé et des Escouades spéciales d'enquête ainsi que le budget annuel accordé. Comparer avec les trois années financières précédentes.
- QUESTION 56 :** Toute étude ou analyse en vue de la réduction du nombre d'escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé en 2015-2016.
- QUESTION 57 :** Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire en 2013-2014 et 2014-2015.
- QUESTION 58 :** La répartition par poste des nouveaux officiers et agents de la SQ embauchés en 2013-2014 et 2014-2015 avec leur profil de formation. Comparer et ventiler avec les trois années financières précédentes. Prévisions pour 2015-2016.
- QUESTION 59 :** La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs en 2013-2014 et 2014-2015, ainsi que les augmentations prévues.
- QUESTION 61 :** Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle en 2013-2014 et 2014-2015.
- QUESTION 62 :** Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2013-2014 et 2014-2015.
- QUESTION 64 :** Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ pour la période 2013-2014 et 2014-2015.
- QUESTION 65 :** Effectifs policiers affectés à des tâches dites « municipales » dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants. (Drummondville, Shawinigan, etc.)
- QUESTION 66 :** Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé.
- QUESTION 67 :** Nombre, lieux et coût des opérations routières menées contre l'alcool au volant et nombre d'arrestations liées à ces opérations pour 2013-2014 et 2014-2015.
- QUESTION 68 :** Mise à jour du rapport sur les vols de métaux au Québec : état de situation en 2011 et application tactique, ou toute note ou analyse illustrant un état de situation plus à jour.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 18 : Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour les périodes 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.

Cette question concernait plus spécifiquement l'effectif impliqué dans la lutte contre les gangs de rues financé par le Fonds de recrutement de policiers qui a pris fin le 31 mars 2013. Sous réserve des différentes obligations prévues selon les niveaux de service, les corps de police du Québec ont tous le mandat d'enquêter sur des crimes reliés aux gangs de rue et ils continuent d'offrir ce service selon la priorité accordée à ce phénomène sur leur territoire. Le MSP ne détient cependant pas de renseignements particuliers sur l'effectif affecté à ces enquêtes par les différents corps de police ni leur rémunération.

Pour complément d'information, voir le cahier de la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 19 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition en 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 63 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 20 : Le nombre de pistolets Taser ventilé par corps policier (y compris les corps policiers autochtones) et par région pour 2013-2014 et 2014-2015, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.

Veillez vous référer aux questions 64 et 66 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 21 : Le nombre d'interventions avec un pistolet Taser ventilé par corps policier (y compris les corps policiers autochtones) et par région pour 2013-2014 et 2014-2015, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.

Veillez vous référer aux questions 65 et 67 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 22 : Copie des études, scénarios et /ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2015 concernant le pistolet Taser.

Veillez vous référer à la question 3 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

**QUESTION 23 : Le total et le détail des sommes dépensées dans le cadre du projet Nocturne pour la sécurité dans les bars pour 2013-2014 et 2014-2015.
Prévisions pour 2015-2016.**

SOMMES DÉPENSÉES PROGRAMME NOCTURNE	2013-2014	2014-2015
Professionnel – coordination du programme (25 % de la tâche)	13 062 \$	15 566 \$
Agente de secrétariat – saisie des fiches signalétiques (25 % de la tâche)	14 999 \$	11 751 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 24 : Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour 2013-2014 et 2014-2015, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.

Veillez vous référer à la question 62 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 25 : Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande pour 2013-2014, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.

Veillez vous référer à la question 68 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 26 : La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2013-2014 et 2014-2015, en comparaison avec 2011-2012, 2010-2011 et 2009-2010.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) dispose des données sur le montant des amendes imposées à la suite d'un jugement en matière de contrebande de tabac. Ces données lui sont transmises par Revenu Québec dans le cadre du programme ACCES Tabac.

Année financière	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015 ¹
Amendes imposées	11,2 M\$	30,8 M\$	34,7 M\$	37,1 M\$	30,2 M\$

¹ Les données pour l'exercice 2014-2015 sont pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2014.

Le MSP ne dispose cependant pas des données sur le montant des amendes encaissées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 27 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2006 * :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police :

NOMBRE D'INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS

CATÉGORIES D'INFRACTIONS	2007	2008	2009	2010	2011	2012a	2013p
TOTAL	5 053	5 255	5 240	5 408	4 930	5 281	5 526
Agressions sexuelles graves	22	22	25	34	17	28	18
Agressions sexuelles armées	71	79	54	66	62	60	48
Agressions sexuelles simples	3 999	4 126	4 084	4 104	3 643	3 779	3 789
Total des agressions sexuelles	4 092	4 227	4 163	4 204	3 722	3 867	3 855
Autres infractions d'ordre sexuel ¹	961	1 028	1 077	1 204	1 208	1 414	1 671

Données 2014 non disponibles. Le traitement des données 2014 sera effectuée en avril 2015.

a : données actualisées

p : données provisoires

¹ Les autres infractions d'ordre sexuel regroupent les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'inceste, les relations sexuelles anales non consentantes ou entre personnes de moins de 18 ans, la bestialité et, depuis 2008, la corruption d'enfant, le leurre d'un enfant au moyen d'un ordinateur et le voyeurisme.

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

Pour plus d'information concernant les infractions sexuelles 2013, se référer à la publication annuelle disponible à l'adresse: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/infractions-sexuelles/2013.html>

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2014-2015).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 27 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2006 * :

a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;

b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;

c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation :

INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT

TYPE DE CLASSEMENT	2007	2008	2009	2010	2011	2012a	2013p
TOTAL	5 053	5 255	5 240	5 408	4 930	5 281	5 526
Classées par mise en accusation	1 862	1 809	1 613	1 607	1 614	1 779	1 707
Classées sans mise en accusation	1 641	1 592	1 592	1 495	1 582	1 566	1 188
<i>Infractions classées</i>	<i>3 503</i>	<i>3 401</i>	<i>3 205</i>	<i>3 102</i>	<i>3 196</i>	<i>3 345</i>	<i>2 895</i>
Infractions non classées	1 550	1 854	2 035	2 306	1 734	1 936	2 631

TYPE DE CLASSEMENT	2007	2008	2009	2010	2011	2012a	2013p
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Classées par mise en accusation	36,8%	34,4%	30,8%	29,7%	32,7%	33,7%	30,9%
Classées sans mise en accusation	32,5%	30,3%	30,4%	27,6%	32,1%	29,7%	21,5%
<i>Infractions classées</i>	<i>69,3%</i>	<i>64,7%</i>	<i>61,2%</i>	<i>57,4%</i>	<i>64,8%</i>	<i>63,3%</i>	<i>52,4%</i>
Infractions non classées	30,7%	35,3%	38,8%	42,6%	35,2%	36,7%	47,6%

Données 2014 non disponibles. Le traitement des données 2014 sera effectuée en avril 2015.

a : données actualisées

p : données provisoires

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l’affaire (programme DUC 2).

c) nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles :

Les données Programme DUC 2 ne permettent pas de fournir ces données. Cette question relève du ministère de la Justice du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 28 : Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir :
a) description des actions posées, pour chaque phase;
b) les coûts engendrés, pour chaque phase;
c) le nombre d'appels et de dénonciations reçus sur la ligne d'aide téléphonique sans frais.

Le plan d'action gouvernemental en matière d'agression sexuelle prévoit la réalisation d'une campagne gouvernementale de sensibilisation aux agressions à caractère sexuel. Cette mesure est sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine, qui est rattaché au ministère de la Justice du Québec. Par conséquent, cet organisme détient tous les détails quant à la réalisation de cette campagne et quant aux données qui concernent la ligne téléphonique d'aide mise sur pied à cet effet.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION – 03.06

QUESTION 29 : Concernant l'unité permanente anticorruption :

- a) ventilation détaillée des effectifs par poste, selon l'organisme dont ils proviennent;**
- b) Le budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2014-2015 en comparaison avec 2013-2014;**
- c) le détail des coûts engendrés par ses activités ;**
- d) le nombre de procureurs dédiés exclusivement à ses dossiers ;**
- e) le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête;**
- f) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées;**
- g) Nombre de personnes affectées à l'unité, par poste (équivalent ETC);**
- h) La liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC;**
- i) Le bilan des activités de l'UPAC.**

Veillez vous référer à la question 19 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 30 : Copie des études, scénarios et /ou analyse réalisés depuis le 31 mars 2012 ¹ concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

Veillez vous référer à la question 2 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2013-2014, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs (2013-2014, 2014-2015).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 31 : Indiquer les sommes dépensées en 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 (prévisions pour 2015-2016) par votre ministère/organisme pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.

Veillez vous référer à la question 20 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 32 : Pour chaque année, depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.)

Le ministère ne dispose pas des systèmes d'information lui permettant de répondre à cette question.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 33 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2006, et prévisions pour 2015-2016.

Veuillez-vous référer à la question 71 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 34 : Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.

Veillez vous référer à la question 70 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 35 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile.

Aucune

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 36 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la corruption et la collusion.
Aucune

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-216
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE - 01.03

QUESTION 37 : Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2004-2005, par année.

Veillez vous référer à la question 114 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 38 : État d'avancement de la mise sur pied du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) institué par le projet de loi no 12 en mai 2013.

Un premier règlement, sur la procédure de sélection et sur la formation des enquêteurs du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI), a été édicté et est entré en vigueur le 17 juillet 2014. Les travaux relativement au règlement sur le déroulement des enquêtes indépendantes sont en cours. Deux autres règlements sont prévus, soit le règlement sur le remboursement des frais que peut accorder le coroner en chef et le règlement relatif à la discipline interne des membres du BEI.

La première directrice du BEI, M^{re} Madeleine Giauque, est entrée en fonction le 12 janvier 2015. Le recrutement de l'ensemble du personnel requis, notamment d'un directeur adjoint et des enquêteurs, est amorcé et se poursuivra au cours des prochains mois.

Des travaux, en collaboration avec l'École nationale de police du Québec (ENPQ), ont eu lieu depuis l'été 2013 afin d'établir les modalités de sélection des enquêteurs et aussi de développer un programme de formation spécifique. Le projet d'offre de service de l'ENPQ a été approuvé par le sous-ministre de la Sécurité publique au mois d'avril 2014 et une entente a été signée le 10 mars 2015 entre l'ENPQ et la directrice du BEI. Les travaux se poursuivent pour que la formation des enquêteurs débute à l'automne 2015 et que le BEI soit en mesure de débiter ses activités en 2016.

Un programme complet des besoins a aussi été établi pour les futurs locaux du BEI. Des bureaux temporaires sont utilisés en attendant la livraison des bureaux permanents, pour lesquels des travaux d'aménagement sont en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 39 : Effectifs du Bureau des enquêtes indépendantes en 2014-2015 et ceux prévus pour 2015-2016.

Veuillez vous référer aux questions 119 et 120 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 40 : Dépenses autorisées pour le Bureau des enquêtes indépendantes en 2014-2015 et celles prévues pour 2015-2016 (salaires et fonctionnement).

Veuillez vous référer aux questions 117 et 118 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLIÉIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 52 : Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ et les montants facturés à chacune d'elle pour 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.

Veillez vous référer à la question 59 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 60 : Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 58 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 63 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013-2014 et 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.

Veillez vous référer à la question 59 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 69 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2013)

NOMBRE DE POLICIERS POUR LA SURVEILLANCE : 4 511 Informations disponibles dans les tableaux aux pages suivantes

DESSERTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1293-2013)
1	unique	Bromont	Brome-Missisquoi	Bromont	8 438
	unique	Granby	La Haute-Yamaska	Granby	66 030
	multiple	Memphrémagog (régie)	Memphrémagog	Austin	1 507
				Magog	26 805
				Orford	3 901
				Sainte-Catherine-de-Hatley	2 512
	multiple	Mont-Tremblant	Les Laurentides	Lac-Tremblant-Nord	56
			Les Laurentides	Mont-Tremblant	9 658
	unique	Sainte-Marie	La Nouvelle-Beauce	Sainte-Marie	13 509
	unique	Saint-Jean-sur-Richelieu	Le Haut-Richelieu	Saint-Jean-sur-Richelieu	94 636
	unique	Saint-Jérôme	La Rivière-du-Nord	Saint-Jérôme	71 617
	unique	Thetford Mines	Les Appalaches	Thetford Mines	25 832

Il s'agit des données de 2013 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2014 seront traitées à partir de mai 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 69 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1293-2013)
2	unique	Blainville	Thérèse-De Blainville	Blainville	55 710
	multiple	Châteauguay	Beauharnois-Salaberry Roussillon	Beauharnois	12 357
				Châteauguay	47 464
				Léry	2 378
				Mercier	12 399
				Saint-Isidore	2 598
	multiple	L'Assomption	L'Assomption	L'Assomption	21 517
				Saint-Sulpice	3 477
	unique	Lévis	Hors MRC - Lévis	Lévis	142 210
	unique	Mascouche	Les Moulins	Mascouche	45 564
	multiple	Mirabel	Hors MRC - Mirabel La Rivière-du-Nord	Mirabel	46 076
				Saint-Colomban	14 440
	multiple	MRC des Collines-de-l'Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais	Cantley	10 412
				Chelsea	7 067
				La Pêche	7 930
				L'Ange-Gardien	5 339
				Notre-Dame-de-la-Salette	752
				Pontiac	5 862
				Val-des-Monts	11 025
	multiple	Région de Deux-Montagnes	Deux-Montagnes	Deux-Montagnes	17 782
				Pointe-Calumet	6 508
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	17 172
				Saint-Joseph-du-Lac	6 524

Il s'agit des données de 2013 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2014 seront traitées à partir de mai 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 69 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu’ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d’effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1293-2013)
2 (suite)	multiple	Région de Roussillon (régie)	Roussillon	Candiac	20 686
				Delson	7 600
				La Prairie	24 162
				Saint-Constant	26 138
				Sainte-Catherine	17 192
				Saint-Mathieu	2 047
				Saint-Philippe	5 920
	multiple	Repentigny	L'Assomption	Charlemagne	5 968
				Repentigny	84 472
	multiple	Richelieu - Saint-Laurent	La Vallée-du-Richelieu	Beloeil	21 682
				Carignan	8 356
				Chambly	27 766
				McMasterville	5 746
				Mont-Saint-Hilaire	18 818
				Otterburn Park	8 470
				Saint-Basile-le-Grand	17 065
				Saint-Jean-Baptiste	3 254
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 688
				Calixa-Lavallée	511
				Contrecoeur	6 900
				Saint-Amable	11 847
				Sainte-Julie	30 344
				Varennes	21 288
				Verchères	5 830
			Rouville	Richelieu	5 502
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 692

Il s'agit des données de 2013 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2014 seront traitées à partir de mai 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 69 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1293-2013)
2 <i>(suite)</i>	multiple	Saguenay	Le Fjord-du-Saguenay	Larouche	1 329
			Hors MRC - Saguenay	Saguenay	147 100
	unique	Saint-Eustache	Deux-Montagnes	Saint-Eustache	45 019
	unique	Sherbrooke	Hors MRC - Sherbrooke	Sherbrooke	159 448
	multiple	Terrebonne	Thérèse-De Blainville	Bois-des-Filion	9 670
			Les Moulins	Sainte-Anne-des-Plaines	14 990
	multiple	Thérèse-de-Blainville	Thérèse-De Blainville	Terrebonne	110 285
				Boisbriand	27 299
				Lorraine	9 501
				Rosemère	14 365
				Sainte-Thérèse	26 569
	unique	Trois-Rivières	Hors MRC - Trois-Rivières	Trois-Rivières	134 012
3	unique	Gatineau	Hors MRC - Gatineau	Gatineau	273 915
	unique	Laval	Hors MRC - Laval	Laval	416 215
	multiple	Longueuil	Hors MRC - Longueuil	Boucherville	41 104
				Brossard	83 410
				Longueuil	237 894
				Saint-Bruno-de-Montarville	26 604
4	multiple	Québec	Hors MRC - Québec	Saint-Lambert	21 840
				L'Ancienne-Lorette	16 902
				Québec	530 163
				Notre-Dame-des-Anges	400
				Saint-Augustin-de-Desmaures	18 612

Il s'agit des données de 2013 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2014 seront traitées à partir de mai 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 69 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu’ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis.
Préciser le nombre d’effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1293-2013)
5	multiple	Montréal	Hors MRC - Montréal	Baie-D'Urfé	3 878
				Beaconsfield	19 547
				Côte-Saint-Luc	32 914
				Dollard-des-Ormeaux	50 114
				Dorval	18 849
				Hampstead	7 283
				Kirkland	21 154
				L'Île-Dorval	6
				Montréal	1 698 062
				Montréal-Est	3 765
				Montréal-Ouest	5 166
				Mont-Royal	20 073
				Pointe-Claire	31 128
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 012
				Senneville	937
				Westmount	20 111

Il s'agit des données de 2013 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2014 seront traitées à partir de mai 2015.

Population totale desservie: 5 526 653
Nombre de municipalités desservies: 100
Nombre de CPM: 30

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 69 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2013)

A - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE UNIQUE

Corps de police	Population du décret 1293-2013	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹
Blainville	55 710	2	48
Bromont	8 438	1	15
Gatineau	273 915	3	248
Granby	66 030	1	57
Laval	416 215	3	222
Lévis	142 210	2	110
Mascouche	45 564	2	40
Sainte-Marie	13 509	1	10
Saint-Eustache	45 019	2	38
Saint-Jean-sur-Richelieu	94 636	1	79
Saint-Jérôme	71 617	1	78
Sherbrooke	159 448	2	146
Thetford Mines	25 832	1	24
Trois-Rivières	134 012	2	119

Population totale :	1 552 155	
Nombre de policiers permanents (surveillance):		1 234
Nombre de CPM :	14	

Il s'agit des données de 2013 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2014 seront traitées à partir de mai 2015.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 69 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu’ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis.
Préciser le nombre d’effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2013)

NOMBRE DE POLICIERS POUR LA SURVEILLANCE : Non disponible

B - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE MULTIPLE

Corps de police	Population du décret 1293-2013	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1293-2013
Châteauguay	77 196	2	66	Beauharnois	12 357
				Châteauguay	47 464
				Léry	2 378
				Mercier	12 399
				Saint-Isidore (paroisse)	2 598
L'Assomption	24 994	2	20	L'Assomption	21 517
				Saint-Sulpice	3 477
Longueuil	410 852	3	335	Boucherville	41 104
				Brossard	83 410
				Longueuil	237 894
				Saint-Bruno-de-Montarville	26 604
				Saint-Lambert (ville)	21 840
Memphrémagog (régie)	34 725	1	29	Austin	1 507
				Magog	26 805
				Orford	3 901
				Sainte-Catherine de Hatley	2 512

Il s'agit des données de 2013 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2014 seront traitées à partir de mai 2015.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 69 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.					
Services de police	Population du décret 1293-2013	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)¹	Municipalités desservies	Population du décret 1293-2013
Mirabel	60 516	2	29	Mirabel	46 076
				Saint-Colomban	14 440
Montréal	1 937 999	5	2 830	Baie D'Urfé	3 878
				Beaconsfield	19 547
				Côte-Saint-Luc	32 914
				Dollard-des-Ormeaux	50 114
				Dorval	18 849
				Hampstead	7 283
				Kirkland	21 154
				L'Île-Dorval	6
				Montréal	1 698 062
				Montréal-Est	3 765
				Montréal-Ouest	5 166
				Mont-Royal	20 073
				Pointe-Claire	31 128
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 012
				Senneville	937
				Westmount	20 111
Mont-Tremblant	9 714	1	25	Lac-Tremblant-Nord	56
				Mont-Tremblant	9 658

Il s'agit des données de 2013 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2014 seront traitées à partir de mai 2015.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 69 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1293-2013	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1293-2013
MRC Les Colline-de- l'Outaouais	48 387	2	35	Cantley	10 412
				Chealsea	7 067
				L'Ange-Gardien (82005)	5 339
				La Pêche	7 930
				Notre-Dame-de-la-Salette	752
				Pontiac	5 862
				Val-des-Monts	11 025
Québec	566 077	4	483	L'Ancienne-Lorette	16 902
				Notre-Dame-des-Anges	400
				Québec	530 163
				Saint-Augustin-Desmaures	18 612
Région de Deux- Montagnes	47 986	2	33	Deux-Montagnes	17 782
				Pointe-Calumet	6 508
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	17 172
				Saint-Joseph-du-Lac	6 524
Roussillon (régie)	103 745	2	87	Candiac	20 686
				Delson	7 600
				La Prairie	24 162
				Saint-Constant	26 138
				Sainte-Catherine	17 192
				Saint-Mathieu	2 047
				Saint-Philippe	5 920

Il s'agit des données de 2013 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2014 seront traitées à partir de mai 2015.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 69 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1293-2013	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1293-2013
Repentigny	90 440	2	88	Charlemagne	5 968
				Repentigny	84 472
Richelieu / Saint-Laurent (régie)	200 759	2	160	Beloeil	21 682
				Calixa-Lavallée	511
				Carignan	8 356
				Chambly	27 766
				Contrecoeur	6 900
				McMasterville	5 746
				Mont-Saint-Hilaire	18 818
				Otterburn Park	8 470
				Richelieu	5 502
				Saint-Amable	11 847
				Saint-Basile-le-Grand	17 065
				Sainte-Julie	30 344
				Saint-Jean-Baptiste	3 254
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 692
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 688
				Varennes	21 288
				Verchères	5 830
Saguenay	148 429	2	115	Larouche	1 329
				Saguenay	147 100
Terrebonne	134 945	2	112	Bois-des-Filion	9 670
				Sainte-Anne-des-Plaines	14 990
				Terrebonne	110 285

Il s'agit des données de 2013 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2014 seront traitées à partir de mai 2015.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 69 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1293-2013	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1287-2011 ¹
Thérèse-De Blainville (régie)	77 734	2	64	Boisbriand	27 299
				Lorraine	9 501
				Rosemère	14 365
				Sainte-Thérèse	26 569

Nombre de CPM :	16	4 511	Population totale :	3 974 498
			Nombre de municipalités desservies :	86

Il s'agit des données de 2013 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2014 seront traitées à partir de mai 2015.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

Nombre de CPM total :	30
Population globale :	5 526 653

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 70 : Le nombre d’effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2015 ¹, répartis par corps de police municipal.

CORPS DE POLICE	AU 31 DÉCEMBRE 2013			AU 31 DÉCEMBRE 2013		
	TOTAL POLICIERS AUTORISÉS	TOTAL CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS PERMANENTS	TOTAL CIVILS PERMANENTS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS
Blainville	71	29	100	71	27	98
Bromont	20	4	24	20	4	24
Châteauguay	85	19	104	85	19	104
Gatineau	391	129	520	390	122	512
Granby	78	24	102	78	24	102
L'Assomption	32	8	40	32	8	40
Laval	551	148	699	551	148	699
Lévis	146	46	192	146	44	190
Longueuil	568	195	763	555	187	742
Mascouche	53	15	68	53	15	68
Memphrémagog (régie)	45	10	55	45	10	55
Mirabel	44	14	58	44	14	58
Montréal	4 923	1074	5 997	4 613	923	5 536
Mont-Tremblant	33	18	51	33	16	49
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	52	13	65	52	13	65
Québec	721	182	903	738	165	903
Région de Deux-Montagnes	49	12	61	49	12	61

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile

¹ Il s'agit des données de 2013 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2014 seront traitées à partir de mai 2015.

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 70 : Le nombre d’effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2015 ¹, répartis par corps de police municipal.

CORPS DE POLICE	AU 31 DÉCEMBRE 2013			AU 31 DÉCEMBRE 2013		
	TOTAL POLICIERS AUTORISÉS	TOTAL CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS PERMANENTS	TOTAL CIVILS PERMANENTS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS
Région de Deux-Montagnes	49	12	61	49	12	61
Région de Roussillon (régie)	114	33	147	114	33	147
Repentigny	122	23	145	122	22	144
Richelieu - Saint-Laurent	211	39	250	211	39	250
Saguenay	178	40	218	178	40	218
Sainte-Marie	14	3	17	14	3	17
Saint-Eustache	60	16	76	59	19	78
Saint-Jean-sur-Richelieu	108	28	136	108	28	136
Saint-Jérôme	109	21	130	109	21	130
Sherbrooke	201	55	256	201	56	257
Terrebonne	151	36	187	151	36	187
Thérèse-De Blainville	96	37	133	96	37	133
Thetford Mines	30	8	38	30	8	38
Trois-Rivières	160	48	208	160	48	208
TOTAL - CPM	9 465	2 339	11 804	9 157	2 153	11 310
Sûreté du Québec	5 761	1 958	7 719	5 775	1 832	7 607
GRAND TOTAL	15 226	4 297	19 523	14 932	3 985	18 917

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile

¹ Il s'agit des données de 2013 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2014 seront traitées à partir de mai 2015.

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 71 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

Veillez vous référer à la question 57 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 72 : La liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec. Fournir également la copie de toute étude concernant le déséquilibre fiscal existant entre les municipalités ayant leur propre corps de police et celles desservies par la Sûreté du Québec.

Veillez vous référer à la question 60 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 73 : État détaillé de la mise en œuvre de chacune des recommandations contenues dans le rapport d'enquête administrative concernant l'évasion par hélicoptère de l'établissement de détention de Québec le 7 juin 2014.

Veillez vous référer à la question 56 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 74 : Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 52 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 75 : La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour 2013-2014¹ et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 38 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer à l'Étude des crédits 2014-2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 76 : Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2015.

Veillez vous référer à la question 42 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS -01.02

QUESTION 77 : La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque établissement de détention au 31 mars 2015.

Répartition des condamnations à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal et du dernier établissement - année 2014-2015 ¹

SOUS-CLASSE DU DÉLIT PRINCIPAL	AMO	BCO	BOR	CDF	CDQ	CHI	EDL	EDP	HAV	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TAN	TRR
Aliments et drogues																				
Armes à feu	5	1	28		12	2				8		6	1	1	2	5	19	2	4	3
Assurance-chômage														1			2		1	
Autres délits au Code criminel	57	13	424	16	155	63	19	2		144	21	137	29	36	13	125	176	58	156	60
Autres infractions aux lois québécoises	2		57	3	7		3			4		3				26	27	2	13	14
Autres infractions aux règlements municipaux	15	4	129	15	121	14	3			154		11	9	24	19	48	76	24	55	11
Autres infractions aux statuts fédéraux			6													3	1	1		
Autres infractions contre la personne	24	9	136	3	99	12	14			26	11	21	21	6	9	33	63	19	19	26
Autres infractions contre la propriété	1		11		1					3		1	1			4	4			1
Chasse et pêche	1		1			1										1				1
Complots, complicités, tentatives	3	3	91	6	37	7	14			12	3	11	6	4		26	20	7	20	20
Conservation de la faune	1		1							4										
Extorsions			21		7	2	2			1	1	4	2			1	2	1	2	4
Fraudes, corruptions, escroqueries	2	1	22	3	12	1	1			11	1	9		1		2	3		5	4
Homicides involontaires			2			1	1													
Immigration			5													3		1	4	
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	51	20	268	32	223	30	17			96	37	13	51	32	7	119	160	66	77	113
Infractions contre l'État	6	2	48	4	31	9	2			23	2	21	1	4	4	19	24	3	20	11
Infractions municipales (Circulation)			3			1				2		1				6		1		
Infractions provinciales (Boisson et circulation)	1	2	3	1	12					3		2	1	1		2	7	1	3	2
Infractions sexuelles	7	4	32		22	7	13	13		8	5	1	9	5	1	8	38	4		8
Introductions par effraction	23	25	259	8	128	15	32			63	4	18	24	18	9	61	76	18	32	44
Loi sur les Indiens			4													1	1		1	
Main-d'oeuvre			6		7	1				3						1	6			
Méfaits, incendies, dommages	15	3	103	2	48	2	5			22	8	16	6	9	5	24	22	6	24	17
Omissions d'engagement, libertés illégales, évasions	50	17	276	21	136	30	2	1		94	9	374	22	31	28	125	216	49	102	44
Outrages					1							1					1			
Paris, prostitutions, moeurs	9	2	39	3	26	4	7	18		5	2	5	3	5		16	23	5	1	4
Recels	1	1	28		13	2	2			11	1	11	3		1	5	17	1	9	
Stupéfiants	52	27	587	38	271	32	63			188	36	137	40	34	17	215	163	71	112	90
Tentatives de meurtre										1									2	
Transport			2									1					2	1		
Voies de fait	100	19	364	23	168	22	43	1		64	18	55	46	34	20	92	205	34	107	69
Vols qualifiés	4	1	134	2	25	6	22			10	1	20	1	2	2	8	19	4	21	6
Vols simples	16	8	474	25	106	44	31	2		79	9	101	12	6	10	66	206	56	124	80

¹ Données compilées en date du 31 janvier 2015.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 78 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Veillez vous référer à la question 43 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 79 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention pour les périodes 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 44 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 80 : Les effectifs (par catégorie d'emplois et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par établissement de détention pour 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 52 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 81 : Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 48 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 82 : Répartition de la durée totale et de la durée moyenne des octrois d'absence temporaire par établissement de détention pour 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 49 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 83 : Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention pour 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 50 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 84 : Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 51 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 85 : Nombre d'agents de surveillance affectés aux suivis en milieu ouvert et à toute autre surveillance de personnes contrevenantes en période de probation, ventilé selon le type de surveillance et par région, pour les périodes 2013-2014 et 2014-2015.

Veuillez vous référer aux questions 53 et 54 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 86 : Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015 par région administrative.

Veillez vous référer aux questions 53 et 54 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 87 : Nombre d'agents de probation en fonction, ventilé selon le type d'activité ou de fonction et par région, pour les périodes 2010-2011¹, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015.

RÉGIONS CORRECTIONNELLES	NOMBRE D'AGENTS DE PROBATION			
	2011-2012 ²	2012-2013 ³	2013-2014 ⁴	2014-2015 ⁵
Total	342	341	335	329
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	21	18	18	19
Bas-St-Laurent	14	12	11	11
Côte-Nord	9	9	9	7
Estrie	22	20	19	21
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	10	8	8	6
Laval-Lanaudière-Laurentides	47	44	43	47
Mauricie	21	19	20	20
Montréal	45	42	38	38
Montréal	69	84	77	72
Outaouais	21	21	21	21
Québec-Chaudières-Appalaches	48	53	59	55
Saguenay-Lac-St-Jean	15	11	12	12

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieur (2014-2015).

² Données en date du 3 février 2012.

³ Données en date du 30 septembre 2012.

⁴ Données en date du 31 mars 2014.

⁵ Données en date du 9 mars 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 88 : Nombre de dossiers concernant les criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 46 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 89 : Nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, ventilé par année et par établissement de détention (distinguer détenus et prévenus). Préciser le délai moyen (jours) entre la sortie et le retour en détention.

Veillez vous référer à la question 45 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS -01.02

**QUESTION 90 : Le nombre de détenus et de prévenus évadés d'un établissement de détention¹ en 2014-2015 (distinguer détenus et prévenus).
 Préciser le délai moyen (jours) entre l'évasion et le retour en détention.**

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT		DÉLAI MOYEN ENTRE ÉVASION ET RETOUR EN DÉTENTION
	DÉTENUS	PRÉVENUS	
2014-2015²	0	3	15 jours

¹ Évasion d'un établissement: Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

² Les données sont au 31 mars 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 91 : Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 48 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 92 : Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 49 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 93 : Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours des exercices 2013-2014 et 2014-2015. Fournir l'échéancier complet pour chaque projet (qu'il s'agisse de rénovation ou de nouvelle construction).

Veillez vous référer à la question 61 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 94 A : Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

Programmes et services offerts en 2014	Amos	Baie- Comeau	Chicoutimi	Hull	Leclerc de Laval	Maison Tanguay	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivières- des-Prairies	Roberval	Saint- Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois- Rivières
										F	H								
TOTAL	15	13	8	19	5	18	16	15	8	11	17	13	12	9	19	12	13	18	18
Problématique																			
Violence								√		√						√			
- conjugale							√	√				√			√				
- générale	√	√	√	√		√	√	√			√		√	√	√	√	√	√	√
Déviance sexuelle				√			√	√	√		√		√			√	√		
Victimes d’abus sexuels								√		√									
Alcoolisme	√	√	√	√		√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Toxicomanie		√	√	√		√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Dépendance affective		√				√		√			√		√		√				√
Jeu compulsif		√					√	√					√			√			
Développement de soi																			
Connaissance et estime de soi		√		√		√	√	√		√	√	√	√		√			√	√
Résolution de problèmes		√		√		√		√				√	√		√			√	√
Habiletés sociales et parentales		√		√		√	√	√		√	√	√	√		√			√	√
Relations interpersonnelles		√		√				√			√	√			√			√	√
Motivation								√							√				√
Santé																			
Physique *	√			√			√	√					√		√	√	√	√	√
Mentale *	√			√	√	√	√	√		√	√		√		√		√	√	√
ITSS	√		√	√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Loisir																			
Activités socioculturelles	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Activités sportives	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Arts	√			√		√	√	√		√	√	√	√	√	√		√	√	√

* Ces services relèvent des obligations légales ou administratives et répondent à des engagements du MSP. Un «√» dans cette section indique donc un service additionnel au minimum requis.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 94 A : Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

Programmes et services offerts en 2014	Amos	Baie Comeau	Chicoutimi	Hull	Leclerc de Laval	Maison Tanguay	Montréal	New-Carlisle	Percé	Québec		Rivières-des-prairies	Rimouski	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
										F	H								
Éducation (Commissions scolaires selon l'annexe A 2011-2012 ou formations hors entente)																			
Alphabétisation	√	√	√	√		√	√	√		√	√	√		√	√	√	√	√	√
Francisation						√	√				√				√				√
Présecondaire	√	√	√	√		√	√	√		√	√	√		√	√	√	√	√	√
Secondaire et préparation au postsecondaire	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Intégration sociale	√					√				√	√				√		√	√	√
Intégration socioprofessionnelle	√	√		√	√	√	√	√	√		√	√	√		√				√
Autre formation	√			√		√		√	√			√			√	√		√	√
Employabilité																			
Service d'un CMO	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Formation préalable à l'emploi		√	√	√			√	√			√		√		√		√	√	
Postes de travail rémunérés	√	√	√	√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Postes de travail non rémunérés	√			√		√					√		√				√	√	
Cantine				√		√													√
Postes de stages				√				√											√
Autres	√			√			√		√		√	√	√		√	√		√	√
Divers																			
Accueil	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Parcours	√	√		√			√	√		√	√	√			√	√	√	√	√
Prévention du suicide	√	√		√		√	√	√	√	√	√	√		√	√	√		√	√
Programme préparatoire à la sortie		√		√		√		√			√	√	√		√			√	√
Pastorale	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Autres		√				√	√			√	√		√	√	√	√	√	√	√
Programmes pour clientèles spécifiques																			
Autochtones et Inuits	√			√		√		√							√			√	
Femmes				√															
Gangs de rue															√				
Indigente							√												
Itinérante						√	√										√	√	
Psychiatrie													√						

* Ces services relèvent des obligations légales ou administratives et répondent à des engagements du MSP. Un «√» dans cette section indique donc un service additionnel au minimum requis.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 94 B : Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

Fonds de soutien à la réinsertion sociale (en \$)

Programmes et services offerts en 2013	Amos	Baie-Comeau	Chicoutimi	Hull	Maison Tanguay	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivières-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
									Femmes	Hommes								
Excédent des revenus sur les dépenses avant la rémunération des personnes incarcérées et <u>avant</u> les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale	90 622	139 566	51 870	294 930	316 611	1 266 777	83 854	37 301	128 783	943 257	136 677	163 899	17 630	684 780	29 352	277 295	56 614	245 726
Rémunération des personnes incarcérées	28 998	29 938	24 352	116 334	153 308	486 588	44 766	5 383	28 314	428 641	43 408	1 547	13 169	290 111	7 521	122 675	19 700	117 958
Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées et financées par le fonds	107 964	42 298	28 852	152 057	51 457	618 430	37 233	21 305	29 613	357 566	53 108	170 554	33 471	265 595	4 325	144 297	55 648	136 139

Les données proviennent des états financiers vérifiés de l'exercice 2013 des fonds des établissements de détention. Les données de l'exercice 2014 ne seront disponibles qu'à la fin du mois de juin 2015.

En 2013, l'Établissement de détention de Québec a conservé le même niveau de revenu que l'an dernier, mais les déboursés ont été moindres puisque les travaux à la buanderie sont terminés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 95 : Les rapports annuels (états financiers) du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale institué en vertu de la Loi sur les services correctionnels, pour les années 2004-2005 à 2014-2015. Justifier les différentes charges relatives à la gestion du Fonds (honoraires professionnels, déplacements, etc.).

Les rapports annuels peuvent être consultés dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique, dans la rubrique Services correctionnels/Publications et statistiques sur les services correctionnels, à l'adresse suivante : <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/services-correctionnels/publications-statistiques-sc.html>.¹

¹ Prendre note que le Fonds fonctionne en année civile.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 96 : Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2010-2011¹, 2011-2012, 2013-2014 , 2014-2015.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015 ³
TOTAL	4 123	3 906	4 029	3 683
Amos	35	38	32	21
Baie-Comeau	99	102	104	74
Chicoutimi	110	76	120	95
Havre-Aubert	0	0	0	0
Hull	353	304	321	250
Leclerc de Laval ²	-	-	-	62
Montréal	1192	1034	1073	1253
New Carlisle	72	103	105	84
Percé	18	21	7	15
Québec (femmes)	87	84	112	89
Québec (hommes)	760	717	697	540
Rimouski	155	157	144	112
Rivière-des-Prairies	44	32	24	38
Roberval	123	120	114	77
Sept-Îles	38	46	49	39
Sherbrooke	381	306	334	284
Sorel	93	85	63	41
St-Jérôme	90	156	241	193
Tanguay	208	224	174	191
Trois-Rivières	265	301	315	225

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer à l'Étude des crédits antérieure (2014-2015).

² Ouverture de l'Établissement de détention Leclerc de Laval à la fin du mois d'octobre 2014.

³ Les données 2014-2015 sont pour 10 mois (1^{er} avril 2014 au 31 janvier 2015).

Note: Les sources des données proviennent des publications mensuelles intitulées « Portrait quant au respect des délais / évaluations du risque et des besoins » et « Portrait quant au respect des délais / évaluations sommaires ».

Le calcul est réalisé dans l'année de l'atteinte du sixième de la sentence et concerne le nombre d'évaluations des personnes sentencées à une peine de moins de 6 mois et de 6 mois et plus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 97 : Les résultats et rapports relatifs au projet-pilote mettant en œuvre de nouvelles modalités d'évaluation de la réinsertion sociale des détenus en janvier 2013, visant à permettre de diminuer le temps de production des évaluations et ainsi d'augmenter le nombre d'évaluations produites, tout en s'assurant de leur qualité.

Le projet pilote instauré en janvier 2013 a donné de bons résultats. Conséquemment, l’usage de la version succincte du LS/CMI est en vigueur pour l’ensemble des dossiers depuis décembre 2014.

Évolution du taux d’évaluations produites en détention pour les sentences de 6 mois et plus

2013-2014	2014-2015 ¹	Variation
92 %	95 %	+ 3 %

Évolution du taux d’évaluations produites avant le 1/6 pour les sentences de 6 mois et plus

2013-2014	2014-2015 ¹	Variation
40 %	50 %	+ 10 %

¹ Données des 11 premiers mois de l’année.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 98 : Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.

À la suite de diverses études et à partir du formulaire d'évaluation existant, un nouvel outil d'évaluation a été élaboré pour les personnes condamnées à des peines de moins de six mois. Afin d'ajouter une composante actuarielle et de permettre la détermination d'un niveau de risque de récidive, cet outil s'appuie également sur le nouvel outil qui a été développé pour les sentences de six mois et plus.

Un projet pilote d'une durée de six mois débutera en mai 2015 afin d'expérimenter le nouvel outil d'évaluation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 99 : Pour 2013-2014 et 2014-2015 ¹, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CSST suite à une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale ².

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2013	2014
TOTAL	43	31
Amos	-	-
Baie-Comeau	-	1
Chicoutimi	-	-
Havre-Aubert	-	-
Hull	2	-
Leclerc de Laval	0	-
Montréal	7	6
New Carlisle	2	-
Percé	-	-
Québec (femmes)	-	-
Québec (hommes)	20	21
Rimouski	1	-
Rivière-des-Prairies	-	1
Roberval	-	-
Sept-Îles	1	-
Sherbrooke	1	-
Sorel	-	-
St-Jérôme	7	1
Tanguay	2	1
Trois-Rivières	-	-

¹ Prendre note que le Fonds fonctionne en années civiles. Les chiffres indiqués sont pour janvier à décembre.

² À préciser que chaque Fonds local fait la demande auprès de la CSST et non le Fonds central.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 100 : Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015.

Établissement	2014-2015 (6 mois)	
	Absentéisme ¹	
	Nb d'heures d'absences ²	Taux d'absentéisme ³
TOTAL	146 470	5,6 %
Amos	4 834	4,9 %
Baie-Comeau	2 810	5,9 %
Chicoutimi	3 958	5,7 %
Hull	6 301	4,9 %
Maison Tanguay	2 554	2,4 %
Montréal	27 552	5,2 %
New Carlisle et Havre-Aubert	4 772	9,6 %
Leclerc de Laval ⁴	632	2,0 %
Percé	1 961	5,3 %
Québec	26 176	6,9 %
Rimouski	4 735	6,1 %
Rivière-des-Prairies	26 471	6,1 %
Roberval	1 806	3,4 %
Sept-Îles	994	3,8 %
Sherbrooke	7 628	5,7 %
Sorel	2 526	3,2 %
St-Jérôme	12 150	5,1 %
Trois-Rivières	8 611	6,9 %

¹ L'absentéisme comprend les motifs : maladie, accidents du travail et assurance-salaire.

² Le nombre d'heures d'absence correspond au: nombre de jours d'absence (mesure extraite de Média) multiplié par 8.

³ Le taux d'absentéisme correspond aux : années-personne d'absence de maladie, accidents du travail et assurance-salaire, par rapport aux années-personnes en lien d'emploi des ASC.

⁴ Ouverture du nouvel établissement de détention Leclerc de Laval en 2014.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieure.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 101 ¹ : Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les établissements de détention pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015. Ventilation par établissements de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES	DÉPENSE DES TRANSFERTS
	2014-2015 (11 mois)	2014-2015 ² (11 mois) (en \$)
Total	28 706	2 394 367
Amos	1 572	237 149
Baie-Comeau	763	151 089
Chicoutimi	670	73 662
Maison Tanguay ³	953	201 123
Montréal ³	4 410	
Rivière-des-Prairies ³	4 521	
Leclerc de Laval ⁴	197	-
Québec (femmes)	360	592 332
Québec (hommes)	3 652	
Hull	1 344	
New Carlisle	303	52 821
Havre-Aubert	20	
Percé	76	13 470
Rimouski	636	77 190
Roberval	432	60 211
Sept-Îles	128	1 310
Sherbrooke	1 164	133 685
Sorel	2 536	101 098
St-Jérôme ⁴	3 591	451 000
Trois-Rivières	1 378	97 621

¹ Avec le nouveau système de gestion des horaires, les heures effectuées en transports pour les transferts de détenus entre les établissements de détention ont pu être isolées et seront facilement comparables dans les années futures.

² La dépense en salaire tient compte des heures faites en temps régulier et supplémentaire.

³ Les transferts et les comparutions sont effectués par la direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

⁴ Ouverture de l'établissement de Leclerc de Laval en octobre 2014. Les transferts et les comparutions sont effectués par l'établissement de détention de Saint-Jérôme.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années antérieures (2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 102¹ : Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les établissements de détention et les palais de Justice (pour comparution) pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015. Ventilation par établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES (COMPARUTIONS)	DÉPENSES DES TRANSFERTS (COMPARUTIONS)
	2014-2015 (11 mois)	2014-2015 ² (11 mois) (en \$)
Total	82 423	4 091 958
Amos	3 341	335 967
Baie-Comeau ⁵	561	-
Chicoutimi	2 682	24 463
Maison Tanguay ³	3 097	1 964 508
Montréal ³	11 937	
Rivière-des-Prairies ³	16 861	
Leclerc de Laval ⁴	99	-
Québec (femmes)	841	235 176
Québec (hommes)	9 231	
Hull	5 245	30 346
New Carlisle	714	47 543
Havre-Aubert	18	
Percé	-	-
Rimouski	1 419	87 181
Roberval	1 019	21 793
Sept-Îles	760	9 997
Sherbrooke	6 285	130 750
Sorel	2 798	334 857
St-Jérôme ⁴	11 678	539 903
Trois-Rivières	3 837	329 474

¹ Avec le nouveau système de gestion des horaires, les heures effectuées en transports pour les transferts pour comparutions ont pu être isolées et seront facilement comparables dans les années futures. Comparativement aux années antérieures, la dépense tient compte exclusivement des heures de transports et non des heures effectuées dans les quartiers cellulaires et dans les palais de justice.

² La dépense en salaire tient compte des heures faites en temps régulier et supplémentaire.

³ Les transferts et les comparutions sont effectués par la direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

⁴ Ouverture de l'établissement de Leclerc de Laval en octobre 2014. Les transferts et les comparutions sont effectués par l'établissement de détention de Saint-Jérôme.

⁵ Le palais de justice étant à proximité de l'établissement de détention, cela ne génère aucun frais de transport relatifs aux comparutions.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années antérieures (2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 103 : Le nombre et le coût des installations modulaires (temporaires ou permanentes) et des roulottes dans les établissements de détention pour 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016. Ventiler par établissement de détention

Veillez vous référer à la question 55 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 104 : Le nombre d’inspections cellulaire, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2010-2011 ¹, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015. Ventilé par établissement de détention.

Les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique considèrent essentiel de créer et de maintenir, dans les établissements de détention, un environnement sécuritaire qui permet aux membres du personnel et aux personnes incarcérées d’évoluer dans un milieu favorisant la prise en charge de leurs responsabilités respectives. Pour ce faire, les agents des services correctionnels procèdent de façon régulière à la fouille des cellules et de tout autre emplacement situé à l’intérieur et à l’extérieur des établissements de détention. Ces activités de fouille peuvent être effectuées à n’importe quel moment et aussi souvent que requis. Toutefois, elles ne sont pas toutes inscrites dans un registre puisque certaines d’entres elles ne nécessitent pas la rédaction d’un rapport.

Il est important de préciser qu’une activité de fouille peut consister en la fouille d’une cellule, ou de toutes les cellules d’un même secteur, ou de l’ensemble des secteurs d’un établissement de détention. De plus, des regroupements sont parfois effectués lors de la compilation des données, ce qui peut expliquer les écarts significatifs en ce qui a trait au nombre d’activités de fouille d’un établissement à l’autre.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	ACTIVITÉS DE FOUILLE			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015 ³
Total :	2 137	2 337	2 717	N/D
Amos	3	23	44	N/D
Baie-Comeau	9	36	37	N/D
Chicoutimi	8	15	10	N/D
Hull	150	164	418 ²	N/D
Laval	S. O.	S. O.	S. O.	N/D
Maison Tanguay	82	77	150	N/D
Montréal	208	407	408	N/D
New Carlisle	6	3	7	N/D
Percé	9	20	19	N/D
Rimouski	25	77	56	N/D
Québec	1 270	1 084	1 122	N/D
Rivière-des-Prairies	165	127	127	N/D
Roberval	10	10	7	N/D
St-Jérôme	79	113	143	N/D
Sept-Îles	12	36	26	N/D
Sherbrooke	57	53	44	N/D
Sorel	11	5	14	N/D
Trois-Rivières	33	87	85	N/D

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer à l'Étude des crédits antérieur (2014-2015).
² Pour l'établissement de détention de Hull, l'année financière 2013-2014 inclut les activités de fouille circonstancielle contrairement aux données des années précédente
³ Les données de 2014-2015 seront disponibles uniquement à la fin du mois de mai 2015

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 104 : Le nombre d’inspections cellulaire, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2010-2011 ¹, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015. Ventilé par établissement de détention.

Liste des items saisis (interdits ou non-autorisés) recensés dans les établissements de détention pour les années 2012-2013 et 2013-2014 ³ :

accumulation de boîtes	batterie artisanale	cassette audio	eau de javel	liste de clients	perche artisanale	taraud (outil)
accumulation de carton	batterie (de cellulaire et de Xbox)	CD	écouteurs	liste de transactions	petit moteur rotatif	télécommande
accumulation de journaux	batterie modifiée	ceinture non conforme	égraineuse	livre à couverture rigide	photo de nudité	télécommande artisanale
accumulation de literie	batterie/pile (AA, AAA, etc.)	cendrier artisanal	encre	lunettes de soleil	pic artisanal	téléphone cellulaire
accumulation de livres	bijou artisanal	cendrier modifié	épingle à couche	machette artisanale	pince à cils	télévision
accumulation de médicaments	bijou	chandelle artisanale	espadrille avec semelle décollée	machine à rouler les cigarettes	pince-notes	tige de métal
accumulation de nourriture	bobine de fil	chargeur (booster pack)	exacto artisanal	machine à tatouage artisanale	pipe	timbre de nicotine (Nicoderme)
accumulation de papier	bobine de fil de cuivre	chargeur artisanal	fil de chargeur	mandat poste	plante	tondeuse
accumulation de produits hygiéniques	boîte de conserve non conforme	chargeur solaire	fil de chargeur modifié	manette de Xbox	plexiglas	tournevis
accumulation de savon	bonbonne parfum en aérosol	chaudière	fiole	marqueur sharpie	poids haltère artisanal	tube
accumulation de vaisselle	boucle de ceinture non conforme	cigarettes	fronde	matraque artisanale	poignée artisanale	tube de colle
accumulation de vêtements	boulon	ciseaux	foret	mèche pour perceuse	poing américain artisanal	tube Orajel
accumulation d'ordures	bouteille Ensure	clé	Game Boy		poivrière	vaporisateur de nitroglycérine
adaptateur	briquet	clé de menotte	gant de cuir	médicament nécessitant une ordonnance (seroquel, méthadone, stéroïde, etc.)	porte-serviette artisanal	veilleuse
affiche	briquet à gaz type Gun	clé de menotte artisanale	gant de fouille		poudre explosive	ventilateur
agrafeuse	briquet artisanal	clou	gant de latex	microphone mains libres	poudre pour bébé	vibrateur artisanal
aiguille	broche	collage antipolicier	gommette	monnaie (pièce de)	produit nettoyant (Old Dutch/Comet)	vis
aiguiseur	brosse à cheveux modifiée	colle contact	grille-pain abîmé	montre téléphone cellulaire	protéine	
aimant	brosse à dents	collier de perles	haut-parleur artisanal	montre-bracelet	radio (morceau)	
alcool frelaté	brosse à dents électrique	contenant de gel à raser	huile à massage	morceau de cuivre	rasoir	
allume-cigarette	cabaret de plastique (cuisine)	contenant de métal avec miroir	image obscène	morceau de fer	revue pornographique	
allumettes	câble électrique	corde à linge artisanale	inhalateur pour l'asthme	morceau de grillage	rideaux	
antenne artisanale	câble USB	corde artisanale	iPad	morceau de métal	rince-bouche	
appareil Bluetooth	cadenas	coupe-ongles	iPod	morceau de serpillère	roche/caillou	
argent en papier (billet de banque)	cagoule	couteau à beurre	jeu de société	moteur de lecteur CD	ruban adhésif	
arme artisanale	cahier à spirale	couteau de poche	lame de grattoir	objet cylindrique	ruban électrique vert	
baguette artisanale	calculatrice	couvre batterie de cellulaire	lame de rasoir	ordinateur portable	sac de plastique	
baladeur	canne de vernis	craies	lampe munie d'une loupe	ouvre-boîte	seringue	
balance	carte d'appel	crayon surligneur	lampe portable	papier à rouler	seringue artisanale	
balance électronique	carte mémoire	créatine	lecteur CD	papier aluminium	soie dentaire	
banc de toilette	carte SIM pour cellulaire	décapant à peinture	lecteur MP3	papier Mika	stupéfiant divers (haschisch, cannabis, poudre blanche, etc.)	
bandage élastique	cartouche d'arme à feu	dentifrice	lien artisanal (bois, métal, corde, tissus)	papier sablé	tabac en vrac	
barre de métal	casquette rouge	DVD	servant à passer des articles d'une cellule	peinture		
			à une autre (cheval)			

³ La liste des items saisis dans les établissements de détention est similaire d’une année à l’autre.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 105 : Échéancier complet et coûts totaux et par unité (cellule) relativement à la construction des établissements de détention de Sorel, de Roberval, d'Amos et de Sept-Îles.

Veillez vous référer à la question 61 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 106 : Efforts déployés pour maximiser le nombre de personnes contrevenantes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.

Le centre résidentiel communautaire (CRC) Kapatakan Gilles Jourdain héberge des personnes contrevenantes depuis le mois de mars 2014. Les Services correctionnels (SC) du ministère de la Sécurité publique maintiennent les efforts pour épauler la ressource dans ses démarches pour qu'elle se fasse connaître et acquière une certaine notoriété. La particularité des services offerts et les méthodes d'interventions traditionnelles utilisées par le CRC se doivent d'être présentées aux différents acteurs susceptibles de contribuer au succès de la ressource. Pour ce faire, différentes actions ont été menées :

- Envoi des dépliants présentant la ressource à l'ensemble des unités du réseau des SC;
- Identification rapide des détenus innus hébergés dans les établissements de détention de Baie-Comeau et de Sept-Îles afin que ceux qui le souhaitent soient évalués rapidement par la ressource;
- Présentation par la ressource du programme de guérison aux commissaires de la Commission québécoise des libérations conditionnelles en vidéoconférence;
- Présentation par la ressource du programme de guérison aux intervenants parajudiciaires autochtones du Québec;
- Interventions personnalisées auprès des établissements de détention où est présente la clientèle autochtone innue;
- Appels par la ressource dans toutes les directions du réseau des SC;
- Portes ouvertes pour les partenaires de Sept-Îles (magistrature, avocats et procureurs);
- Maintien de liens étroits avec la direction du CRC pour, notamment, arrimer nos pratiques et échanger sur les modalités de référence, et ce, via un Comité de suivi composé de membres de la ressource et des SC.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 107 : Nombre total de personnes ayant fréquenté le centre Kapatakan Gilles Jourdain en 2013-2014 et en 2014-2015.

ANNÉE FINANCIÈRE	NOMBRE DE PERSONNES AYANT FRÉQUENTÉ LE CENTRE KAPATAKAN GILLES JOURDAIN
2013-2014 ¹	3
2014-2015	12

¹ Le centre Kapatakan Gilles Jourdain a accueilli les premières personnes en mars 2014.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 108 : Pour les années 2012 à aujourd'hui, les diètes religieuses accordées aux détenus; le nombre de repas, leur coût unitaire et le coût total pour les repas casher et les repas halal.

DIÈTES RELIGIEUSES ACCORDÉES AUX DÉTENUS	ANNÉE FINANCIÈRE		
	2012-2013	2013-2014	2014-2015 ¹
Nombre de repas casher ²	10 113	12 742	8 874
Coût unitaire des repas casher	5,75 \$	5,50 \$	5,25 \$
Coût total repas casher	58 151 \$	70 081 \$	46 586 \$
Nombre de repas halal ²	86 976	91 044	105 476
Coût unitaire des repas halal	3,44 \$	3,26 \$	3,31 \$
Coût total repas halal	299 556 \$	297 006 \$	348 989 \$

¹ Projection annuelle des données financières au 28 février 2015.

² Estimé du nombre de repas servis.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 109 : Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2013-2014¹ et 2014-2015.

Voir document ci-joint.

La période de référence est du 1^{er} avril 2014 au 27 février 2015.

¹ Pour les informations relatives à 2013-2014, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2014-2015.

QP2 - 109 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2014-2015

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2005-08-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues le 31 août 2005, dans des municipalités du Québec	09 CÔTE-NORD	M	105 371 \$
		Sous-total		105 371 \$
758-2007 2007-08-09S	Programme d'aide financière spécifique suite aux pluies abondantes survenues les 8 et 9 août 2007 dans la ville de Gaspé, la municipalité de Grande-Vallée et le canton de Cloridorme	11 GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	(16 759) \$
		Sous-total		(16 759) \$
2007-11-13G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Glissement de terrain survenu en bordure du chemin Mailloux, dans la ville de La Malbaie	03 CAPITALE-NATIONALE	M	75 000 \$
		Sous-total		75 000 \$
2009-04-03G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues entre le 3 et le 6 avril 2009, dans des municipalités du Québec	07 OUTAOUAIS	P	30 666 \$
		Sous-total		30 666 \$
2010-04-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Dommages causés au chemin Montcerf, dans la municipalité de Montcerf-Lytton, en raison d'un glissement de terrain survenu en avril 2010	07 OUTAOUAIS	M	9 629 \$
		Sous-total		9 629 \$
2010-05-02G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues du 2 au 4 mai 2010, dans des municipalités du Québec	01 BAS-SAINT-LAURENT	M	11 518 \$
		Sous-total		11 518 \$
2010-06-23G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Tremblement de terre survenu le 23 juin 2010, dans des municipalités du Québec	07 OUTAOUAIS	E	(125) \$
		07 OUTAOUAIS	H	1 770 \$
		07 OUTAOUAIS	P	64 828 \$
		15 LAURENTIDES	P	1 698 \$
		Sous-total		68 171 \$
2010-08-03G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues du 3 au 6 août 2010, dans des municipalités du Québec	09 CÔTE-NORD	M	42 500 \$
		Sous-total		42 500 \$
2010-09-30G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 30 septembre et 1 ^{er} octobre 2010, dans des municipalités du Québec	05 ESTRIE	E	21 613 \$
		05 ESTRIE	P	18 018 \$
		16 MONTÉRÉGIE	M	77 457 \$
		Sous-total		117 089 \$
2011-11-11S	Programme d'aide financière spécifique – Imminence de mouvements de sol menaçant les bâtiments de l'entreprise Ferme Agneaux des Champs, situés au 201, rang du Bas-de-l'Achigan, dans la paroisse de l'Épiphanie	14 LANAUDIÈRE	M	3 337 \$
		14 LANAUDIÈRE	S	42 455 \$
		Sous-total		45 792 \$
2010-12-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 1 ^{er} et 2 décembre 2010, dans des municipalités du Québec	14 LANAUDIÈRE	M	1 099 \$
		Sous-total		1 099 \$
2010-12-06G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Inondations survenues du 5 au 7 décembre 2010, dans des municipalités du Québec	12 CHAUDIÈRE/APPALACHES	E	3 093 \$
		Sous-total		3 093 \$
113-2011 2010-12-06S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux sinistres survenus du 5 au 7 décembre 2010 et du 13 décembre 2010 au 10 janvier 2011 sur le territoire des régions administratives du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord	01 BAS-SAINT-LAURENT	E	28 195 \$
		01 BAS-SAINT-LAURENT	M	457 201 \$
		01 BAS-SAINT-LAURENT	P	(7 378) \$
		09 CÔTE-NORD	M	8 391 \$
		11 GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	247 117 \$
		Sous-total		733 526 \$
2011-03-25S	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol dans la municipalité de Saint-Jude et dans la municipalité de Saint-Louis	16 MONTÉRÉGIE	M	2 455 566 \$
		Sous-total		2 455 566 \$

QP2 - 109 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2014-2015

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
493-2011 2011-04-10S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 10 avril au 6 mai 2011, dans des municipalités du Québec			
		04 MAURICIE	E	10 412 \$
		05 ESTRIE	E	54 104 \$
		05 ESTRIE	M	78 168 \$
		05 ESTRIE	P	5 888 \$
		07 OUTAOUAIS	M	13 260 \$
		11 GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	11 573 \$
		11 GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	56 853 \$
		12 CHAUDIÈRE/APPALACHES	O	30 000 \$
		12 CHAUDIÈRE/APPALACHES	P	3 671 \$
		16 MONTÉRÉGIE	E	390 311 \$
		16 MONTÉRÉGIE	H	18 980 \$
		16 MONTÉRÉGIE	M	518 638 \$
		16 MONTÉRÉGIE	O	600 000 \$
		16 MONTÉRÉGIE	P	3 589 035 \$
		Sous-total		5 380 894 \$
2011-05-21S	Programme d'aide financière spécifique – Imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales et bâtiments essentiels d'entreprises situés dans le secteur du boulevard Henri-Bourassa et de la côte de la Sucrierie, dans la ville de Québec			
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	35 000 \$
		Sous-total		35 000 \$
960-2011 2011-06-23S	Programme d'aide financière spécifique – Pluies abondantes survenues les 23 et 24 juin 2011 et aux imminences de mouvements de sol s'y rattachant, dans des municipalités du Québec			
		07 OUTAOUAIS	H	1 660 \$
		07 OUTAOUAIS	M	75 000 \$
		Sous-total		76 660 \$
2011-07-17S	Programme d'aide financière spécifique – Pluies abondantes et aux vents violents survenus le 17 juillet 2011, dans la municipalité de Rapides-des-Joachims			
		08 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	E	6 625 \$
		Sous-total		6 625 \$
2011-08-02S	Programme d'aide financière spécifique – Imminence de mouvements de sol au bénéfice des propriétaires des résidences principales sises au 1165-1167, au 1203, au 1215 et au 1219, rue Saint-Timothée, sur le territoire de la ville de Saguenay, arrondissement Chicoutimi			
		02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	M	6 690 \$
		02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	S	6 378 \$
		Sous-total		13 067 \$
961-2011 2011-08-28S	Programme d'aide financière spécifique – Pluies abondantes et aux vents violents survenus les 28 et 29 août 2011 et aux imminences de mouvements de sol s'y rattachant, dans des municipalités du Québec			
		02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	M	120 000 \$
		03 QUEBEC	E	5 843 \$
		05 ESTRIE	M	180 000 \$
		05 ESTRIE	P	2 636 \$
		09 CÔTE-NORD	M	(16 976) \$
		11 GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	29 \$
		12 CHAUDIÈRE/APPALACHES	E	17 236 \$
		12 CHAUDIÈRE/APPALACHES	M	179 641 \$
		12 CHAUDIÈRE/APPALACHES	P	150 787 \$
		16 MONTÉRÉGIE	M	247 194 \$
		16 MONTÉRÉGIE	P	(3 244) \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	P	30 029 \$
		Sous-total		913 176 \$
1344-2011 2011-09-04S	Programme d'aide financière spécifique – Pluies abondantes et aux vents violents survenus du 4 au 6 septembre 2011, dans des municipalités du Québec			
		12 CHAUDIÈRE/APPALACHES	M	16 681 \$
		16 MONTÉRÉGIE	M	1 017 \$
		Sous-total		17 698 \$
2011-10-06S	Programme d'aide financière spécifique – Glissements de terrains survenus dans la municipalité de Rawdon			
		14 LANAUDIÈRE	M	248 308 \$
		Sous-total		248 308 \$
2011-12-07G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 7 décembre 2011 au 30 avril 2012, dans des municipalités du Québec			
		12 CHAUDIÈRE/APPALACHES	M	8 003 \$
		Sous-total		8 003 \$
2012-02-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de verglas survenue les 11 et 12 février 2012, dans des municipalités du Québec			
		11 GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	9 931 \$
		Sous-total		9 931 \$

QP2 - 109 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2014-2015

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2012-03-08G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 8 au 22 mars 2012, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	E	10 269 \$
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	1 603 \$
	03	QUEBEC	E	39 818 \$
	03	QUEBEC	P	(12 716) \$
	08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	P	410 \$
	14	LANAUDIÈRE	H	1 080 \$
	14	LANAUDIÈRE	P	71 037 \$
		Sous-total		111 500 \$
2012-05-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Sécheresse survenue du 1 ^{er} mai au 30 octobre 2012, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	9 654 \$
	11	GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	8 093 \$
		Sous-total		17 747 \$
2012-05-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 29 mai 2012, dans des municipalités du Québec			
	07	OUTAOUAIS	E	47 658 \$
		Sous-total		47 658 \$
2012-06-02G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 2 et 3 juin 2012, dans des municipalités du Québec			
	04	MAURICIE	M	23 000 \$
		Sous-total		23 000 \$
2012-06-04G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Résidence principale sise au 703-709, rue Duberger, dans la ville de Saguenay, arrondissement La Baie			
	02	SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	M	2 040 \$
	02	SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	P	102 093 \$
		Sous-total		104 133 \$
2012-06-13G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés par un glissement de terrain survenu le 13 juin 2012, en bordure du rang du Bas-de-la-Rivière, dans la ville de Nicolet			
	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M	175 000 \$
		Sous-total		175 000 \$
2012-07-19G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Résidences sises aux 48–50 et 56-58, rue Saint-Dominique Ouest, dans la ville de Saguenay, arrondissement de Chicoutimi			
	02	SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	M	5 000 \$
		Sous-total		5 000 \$
2012-07-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au rang de la Rivière Sud, dans la municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan, à la suite d'un mouvement de sol survenu le 21 juillet 2012			
	14	LANAUDIÈRE	M	9 400 \$
		Sous-total		9 400 \$
2012-08-06G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Résidences principales sises aux 166-168 et 174, rue Monseigneur-Laval, dans la ville de Saguenay, dans l'arrondissement de Chicoutimi			
	02	SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	S	10 000 \$
		Sous-total		10 000 \$
2012-08-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 11 août 2012, dans des municipalités du Québec			
	04	MAURICIE	M	125 000 \$
		Sous-total		125 000 \$
2012-11-08G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Résidence principale sise au 2259, rue des Coudriers, dans la ville de Saguenay, arrondissement Jonquière			
	02	SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	P	175 000 \$
		Sous-total		175 000 \$
2012-12-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de neige survenue le 21 décembre 2012, dans des municipalités du Québec			
	07	OUTAOUAIS	E	24 580 \$
	07	OUTAOUAIS	M	22 616 \$
	15	LAURENTIDES	M	72 803 \$
		Sous-total		119 999 \$
2013-01-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations, vents violents et pluies verglaçantes survenus le 31 janvier 2013, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-ST-LAURENT	M	4 071 \$
	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	E	9 090 \$
		Sous-total		13 162 \$

QP2 - 109 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2014-2015

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée	
2013-03-12G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 12 au 14 mars 2013, dans des municipalités du Québec	01	BAS-ST-LAURENT	M	1 014 \$
		03	BAS-ST-LAURENT	P	11 198 \$
		05	ESTRIE	P	18 406 \$
		11	GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	23 445 \$
		11	GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	7 260 \$
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	1 581 \$
		16	MONTÉRÉGIE	P	3 678 \$
		Sous-total			66 582 \$
2013-04-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents au bénéfice de la Ville de Québec et des sinistrés du secteur des rues Brideau, des Pionniers et Xavier-Giroux, dans la ville de Québec, affectés par des risques d'effondrement de sol	03	CAPITALE-NATIONALE	M	25 000 \$
		Sous-total			25 000 \$
2013-04-19G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 19 au 22 avril 2013, dans des municipalités du Québec	02	SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	P	25 882 \$
		03	CAPITALE-NATIONALE	P	43 865 \$
		07	OUTAOUAIS	P	85 297 \$
		08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	P	496 435 \$
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	993 \$
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	12 311 \$
		15	LAURENTIDES	M	7 548 \$
		15	LAURENTIDES	P	235 111 \$
		Sous-total			907 441 \$
2013-05-17G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tremblement de terre survenu le 17 mai 2013, dans la municipalité de Thorne	07	OUTAOUAIS	P	54 225 \$
		Sous-total			54 225 \$
2013-05-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 31 mai 2013, dans des municipalités du Québec	02	SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	P	224 850 \$
		03	CAPITALE-NATIONALE	E	37 068 \$
		03	CAPITALE-NATIONALE	M	84 179 \$
		03	CAPITALE-NATIONALE	P	257 622 \$
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	343 765 \$
		Sous-total			947 484 \$
2013-06-20G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au 3 ^e Rang, dans la municipalité de Montcerf-Lytton, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 20 juin 2013	07	OUTAOUAIS	M	20 829 \$
		Sous-total			20 829 \$
2013-06-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue le 24 juin 2013, dans la municipalité de Wentworth-Nord	15	LAURENTIDES	M	6 720 \$
		Sous-total			6 720 \$
2013-06-26G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 26 juin 2013, dans des municipalités du Québec	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M	20 000 \$
		Sous-total			20 000 \$
2013-07-06S	Programme d'aide financière spécifique relatif à un accident ferroviaire survenu le 6 juillet 2013, dans la ville de Lac-Mégantic	03	CAPITALE-NATIONALE	O	2 334 \$
		05	ESTRIE	E	3 080 991 \$
		05	ESTRIE	M	18 803 674 \$
		05	ESTRIE	O	1 890 \$
		05	ESTRIE	P	10 645 \$
		06	MONTRÉAL	O	967 831 \$
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	1 265 257 \$
		Sous-total			24 132 622 \$
2013-07-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Incendie de forêt survenu du 9 au 19 juillet 2013, dans des municipalités du Québec	09	CÔTE-NORD	M	12 672 \$
		Sous-total			12 672 \$
2013-07-17G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 17 juillet 2013, dans la municipalité de Lac-Beauport	03	CAPITALE-NATIONALE	M	105 026 \$
		03	CAPITALE-NATIONALE	P	3 065 \$
		Sous-total			108 091 \$

QP2 - 109 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2014-2015

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2013-07-19G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus le 19 juillet 2013, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	M	17 102 \$
		07 OUTAOUAIS	M	42 742 \$
		15 LAURENTIDES	M	245 566 \$
		Sous-total		305 409 \$
2013-08-08G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 8 et 9 août 2013, dans la municipalité de Wotton			
		05 ESTRIE	E	530 \$
		05 ESTRIE	M	20 585 \$
		05 ESTRIE	P	530 \$
		Sous-total		21 644 \$
2013-08-23G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 476-478, rue Omer, dans la ville de Saguenay, arrondissement Chicoutimi			
		02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	M	35 \$
		02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN	P	66 169 \$
		Sous-total		66 204 \$
2013-08-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 1611–1613, boulevard de la Grande–Baie Sud, dans la ville de Saguenay, arrondissement La Baie			
		02 SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN	P	40 477 \$
		Sous-total		40 477 \$
2013-09-02G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 2 septembre 2013, dans la ville de Magog			
		05 ESTRIE	E	38 336 \$
		05 ESTRIE	M	146 202 \$
		05 ESTRIE	P	59 285 \$
		05 ESTRIE	M	55 966 \$
		06 MONTRÉAL	O	69 986 \$
		Sous-total		369 775 \$
2013-09-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus les 11 et 12 septembre 2013, dans la municipalité de Saint-Anicet			
		16 MONTÉRÉGIE	M	4 916 \$
		Sous-total		4 916 \$
2013-09-26G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 4756, rue Saint-Laurent, dans la ville de Lévis			
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	86 647 \$
		Sous-total		86 647 \$
2013-11-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 1 ^{er} novembre 2013, dans les cantons unis de Stoneham-et-Tewkesbury			
		03 CAPITALE-NATIONALE	P	29 275 \$
		08 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	M	20 263 \$
		Sous-total		49 538 \$
2013-11-27G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes, inondations et vents violents survenus les 27 et 28 novembre 2013, dans la municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent			
		09 CÔTE-NORD	P	177 641 \$
		Sous-total		177 641 \$
2013-12-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2013 au 31 janvier 2014, dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-ST-LAURENT	M	23 353 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	9 009 \$
		05 ESTRIE	M	16 897 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	17 893 \$
		14 LANAUDIÈRE	M	88 506 \$
		16 MONTÉRÉGIE	M	75 167 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	M	93 621 \$
		Sous-total		324 446 \$
2013-12-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de pluie verglaçante, de neige et de grésil survenue le 22 décembre 2013, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	E	58 693 \$
		05 ESTRIE	M	514 313 \$
		05 ESTRIE	P	4 190 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	O	1 610 \$
		16 MONTÉRÉGIE	M	46 410 \$
		16 MONTÉRÉGIE	P	1 303 \$
		Sous-total		626 518 \$

QP2 - 109 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2014-2015

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2014-01-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 11 au 15 janvier 2014, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	E	214 017 \$
		05 ESTRIE	M	845 \$
		05 ESTRIE	P	43 968 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	4 459 \$
		16 MONTÉRÉGIE	M	816 \$
		16 MONTÉRÉGIE	P	6 326 \$
		Sous-total		270 432 \$
2014-01-23S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux mesures de rétablissement déployées à la suite d'un incendie mortel survenu le 23 janvier 2014 dans une résidence pour personnes âgées de la municipalité de L'Isle-Verte			
		01 BAS-ST-LAURENT	M	47 373 \$
		01 BAS-ST-LAURENT	O	149 625 \$
		06 MONTRÉAL	O	30 046 \$
		Sous-total		227 045 \$
2014-04-04G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue le 4 avril 2014, dans la municipalité de Pike River			
		16 MONTÉRÉGIE	M	2 094 \$
		Sous-total		2 094 \$
2014-04-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 5 au 9 avril 2014, dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-ST-LAURENT	E	7 586 \$
		01 BAS-ST-LAURENT	M	82 410 \$
		01 BAS-ST-LAURENT	P	431 412 \$
		02 SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN	M	6 056 \$
		02 SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN	P	18 737 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	E	195 168 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	114 776 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	P	2 792 310 \$
		04 MAURICIE	M	907 \$
		05 ESTRIE	E	87 372 \$
		05 ESTRIE	M	110 307 \$
		05 ESTRIE	P	1 085 935 \$
		07 OUTAOUAIS	M	133 597 \$
		07 OUTAOUAIS	P	30 085 \$
		11 GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	26 714 \$
		11 GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	6 989 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	855 054 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	235 531 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	5 029 966 \$
		14 LANAUDIÈRE	E	32 091 \$
		14 LANAUDIÈRE	M	525 \$
		14 LANAUDIÈRE	P	155 550 \$
		15 LAURENTIDES	E	2 561 \$
		15 LAURENTIDES	M	2 432 \$
		15 LAURENTIDES	P	2 966 \$
		16 MONTÉRÉGIE	E	1 395 \$
		16 MONTÉRÉGIE	M	43 922 \$
		16 MONTÉRÉGIE	O	26 924 \$
		16 MONTÉRÉGIE	P	207 121 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	M	15 341 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	P	226 185 \$
		Sous-total		11 967 926 \$
2014-04-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies et dégel printanier survenus du 10 au 22 avril 2014 ayant causé des glissements de terrain, dans des municipalités du Québec			
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	4 095 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	P	19 797 \$
		04 MAURICIE	P	56 020 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	194 195 \$
		14 LANAUDIÈRE	M	1 175 \$
		14 LANAUDIÈRE	P	144 151 \$
		15 LAURENTIDES	M	294 479 \$
		15 LAURENTIDES	P	220 137 \$
		Sous-total		934 048 \$
2014-05-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 1037, rue Principale, dans la paroisse de Saint-Roch-de-Mékinac			
		04 MAURICIE	P	170 289 \$
		Sous-total		170 289 \$
2014-05-06G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant les résidences principales sises au 1-300 et au 2-300, rue Dupont, dans la ville de Beaupré			
		03 CAPITALE-NATIONALE	P	2 828 \$
		Sous-total		2 828 \$

QP2 - 109 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2014-2015

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2014-06-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales sises au 52, rue Desbiens, dans la ville d'Amqui			
	01	BAS-ST-LAURENT	P	1 377 \$
		Sous-total		1 377 \$
2014-06-12G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 12 et 13 juin 2014, dans des municipalités du Québec			
	04	MAURICIE	P	83 744 \$
	07	OUTAOUAIS	M	7 500 \$
	14	LANAUDIERE	M	17 000 \$
	14	LANAUDIÈRE	P	41 691 \$
	15	LAURENTIDES	M	43 544 \$
	15	LAURENTIDES	P	8 679 \$
		Sous-total		202 158 \$
2014-06-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 24 juin 2014, dans des municipalités du Québec			
	05	ESTRIE	M	2 041 \$
	07	OUTAOUAIS	P	162 128 \$
	15	LAURENTIDES	P	18 391 \$
	16	MONTÉRÉGIE	M	300 \$
		Sous-total		182 860 \$
2014-07-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 5 juillet 2014, dans des municipalités du Québec			
	11	GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	16 506 \$
	11	GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	494 740 \$
	11	GASPESIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	P	657 302 \$
		Sous-total		1 168 547 \$
2014-07-16G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 385, 107e Rue, dans la ville de Shawinigan, secteur Shawinigan-Sud			
	04	MAURICIE	P	320 \$
		Sous-total		320 \$
2014-10-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant les résidences principales sises aux 60-62 et 68, rue Saint-Dominique Ouest, dans la ville de Saguenay, arrondissement de Chicoutimi			
	02	SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN	P	3 880 \$
		Sous-total		3 880 \$
		TOTAL		54 836 909 \$

- Légende -Type
- P : Particuliers - Dommages aux biens
 - H : Hébergement
 - S : Mouvements de sol (pour particuliers ou entreprises)
 - E : Entreprises
 - O : Organismes
 - M : Municipalités

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 110 : Coûts relatifs à chacune des interventions effectuées dans le cadre du Plan d'action gouvernemental relatif à l'accident ferroviaire survenu le 6 juillet 2013 dans la Ville de Lac-Mégantic, ventilé par programme.

INTERVENTION	PROGRAMME	COÛT (\$) ¹
Dépenses de rémunération et de fonctionnement de la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	01.05	3 931 426
Programme spécifique d'aide financière	-	-
Particuliers	01.05	2 543 585
Entreprises	01.05	6 291 167
Organismes ayant porté aide et assistance	01.05	1 816 079
OBNL	01.05	410 000
Municipalités	01.05	61 932 393
Dépenses de rémunération et de fonctionnement de la Sûreté du Québec	02.01	5 617 497
Dépenses de rémunération et de fonctionnement du Bureau du coroner	03.03	63 879

Ces coûts sont ceux du ministère de la Sécurité publique uniquement. Pour connaître ceux des autres ministères ou organismes concernés par cet événement, veuillez vous référer à ces organisations.

¹ Coûts cumulatifs en date du 28 février 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 111 : Coût du programme d'aide financière spécifique relatif aux mesures de rétablissement déployées à la suite de l'incendie mortel survenu le 23 janvier 2014 dans une résidence pour personnes âgées à L'Isle-Verte.

CATÉGORIE	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT VERSÉ ¹ (\$)
Particulier	-	-
Entreprise	-	-
Municipalité	2	77 373
Organisme	15	182 788

¹ Montants versés cumulatifs en date du 27 février 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 112 : État d'avancement de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024. Indiquer le budget et l'effectif prévus pour sa mise en œuvre pour 2015-2016.

Veillez vous référer à la question 75 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 113 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué en 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.

Veillez vous référer à la question 73 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 114 : État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 15 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 115 : Bilan de l’implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l’obligation et à l’implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Bilan de l’implantation des schémas de couverture de risques incendie

Au 27 février 2015, les 103 autorités régionales ont déposé leur schéma de couverture de risques en sécurité incendie et 102 ont obtenu une attestation de conformité. Seule la MRC de Beauce-Sartigan n'a pas encore un schéma attesté.

Stratégies et orientations pour les schémas de couverture de risques en sécurité civile

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a priorisé la réalisation et la mise en œuvre des schémas de couverture de risques incendie par les MRC et les municipalités découlant de la Loi sur la sécurité incendie plutôt que de lancer la démarche municipale prévue à la Loi sur la sécurité civile dans laquelle s’inscrivait l’implantation des schémas de sécurité civile. L’établissement des schémas en incendie, dont la première génération est pour ainsi dire complétée, a largement contribué à améliorer l’organisation, la compétence et les ressources des services d’incendie au Québec. Considérant que les services d’incendie représentent un acteur-clé des municipalités en matière de sécurité civile, cet exercice a ainsi permis d’accroître la préparation municipale face aux sinistres. Le MSP est présentement à développer ou à revoir divers outils devant permettre d’améliorer, au cours des prochaines années, la gestion des risques et des sinistres au Québec.

Ventilation par régions

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
TOTAL	102	1	0	
Bas-Saint-Laurent	8	-	-	Matane, Matapédia, Mitis, Rimouski-Neigette, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Kamouraska, Les Basques
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	-	-	Domaine-du-Roy, Fjord-du-Saguenay, Lac-Saint-Jean-Est, Maria-Chapdelaine, Saguenay
Capitale-Nationale	7	-	-	Charlevoix-Est, Île-d’Orléans, La Jacques-Cartier, Portneuf, Québec, Côte-de-Beaupré, Charlevoix

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 115 : Bilan de l’implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l’obligation et à l’implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Ventilation par régions (suite)

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Mauricie	6	-	-	La Tuque, Maskinongé, Shawinigan, Trois-Rivières, Mékinac, Les Chenaux
Estrie	7	-	-	Coaticook, Memphrémagog, Sherbrooke, Val-Saint-François, Le Haut Saint-François, Les Sources, Le Granit
Montréal	1	-	-	Montréal
Outaouais	5	-	-	Collines-de-l’Outaouais, Gatineau, Papineau, Vallée-de-la-Gatineau, Pontiac
Abitibi-Témiscamingue	5	-	-	Abitibi, Rouyn-Noranda, Témiscamingue, Vallée-de-l’Or, Abitibi-Ouest
Côte-Nord	6	-	-	Golfe-du-Saint-Laurent, Haute-Côte-Nord, Manicouagan, Minganie, Sept-Rivières, Caniapiscau
Nord-du-Québec	2	-	-	A.R. Kativik, Baie-James
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6	-	-	Bonaventure, Côte-de-Gaspé, Haute-Gaspésie, Les Îles-de-la-Madeleine, Rocher-Percé, Avignon

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 115 : Bilan de l’implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l’obligation et à l’implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Ventilation par régions (suite)

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Chaudière-Appalaches (Cliche)	9	1	-	Bellechasse, Les Etchemins, L'Islet, Lévis, Lotbinière, Nouvelle-Beauce, Montmagny, Robert-Cliche, Les Appalaches <u>À compléter :</u> Beauce-Sartigan
Laval	1	-	-	Laval
Lanaudière	6	-	-	D'Autray, Les Moulins, Joliette, Matawinie, L'Assomption, Montcalm
Laurentides	8	0	-	Antoine-Labelle, Argenteuil, Laurentides, Pays-d'en-Haut, Rivière-du-Nord, Thérèse-De Blainville, Deux-Montagnes, Mirabel
Montréal	15	-	-	Acton, Brome-Missisquoi, Haut-Richelieu, Marguerite-D'Youville, Longueuil, Pierre-De Saurel, Vallée-du-Richelieu, Vaudreuil-Soulanges, Maskoutains, Rouville, Haut-Saint-Laurent, Jardins-de-Napierville, Roussillon, Beauharnois-Salaberry, Haute-Yamaska
Centre-du-Québec	5	-	-	Arthabaska, Bécancour, L'Érable, Drummond, Nicolet-Yamaska

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 116 : Détail de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.

Peu importe le nombre d'habitants dans une municipalité :

- La municipalité est maître d'œuvre de la sécurité civile sur son territoire. Concrètement, lors d'un sinistre, la municipalité a la responsabilité première de mettre en place les mesures qui s'imposent pour protéger ses citoyens. Le rôle de la sécurité civile du MSP est de venir appuyer les municipalités dans ses actions. Le ministère est proactif dans ses interventions et s'assure que la municipalité a les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des sinistrés.
- Lorsque des événements exceptionnels surviennent, le MSP est toujours prêt à soutenir les municipalités et intervenir en mettant à leur disposition les ressources et l'expertise des différents ministères et organismes, par l'intermédiaire des organisations régionales de sécurité civile et de l'Organisation de sécurité civile du Québec.
- Le MSP coordonne l'action gouvernementale et, lorsque la situation le requiert, dépêche du personnel sur les lieux pour aider les municipalités.

Aide financière :

- Le Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents permet d'accorder une aide financière aux municipalités pour le déploiement de mesures préventives temporaires, de mesures d'intervention ou de rétablissement, pour la réparation des dommages aux biens essentiels ainsi pour le développement de sites d'accueil si nécessaire. Le programme permet également d'accorder une aide financière aux particuliers et aux entreprises sinistrés.
- Ce programme est mis en œuvre dans les jours suivant le sinistre, ce qui permet aux municipalités touchées de recevoir une aide financière très rapidement.
- Au besoin, le MSP procède à l'ouverture de bureaux temporaires d'aide financière directement sur le territoire des municipalités touchées afin d'aider leurs sinistrés, autant les particuliers que les entreprises. Ces bureaux permettent de rencontrer les sinistrés et d'ouvrir leur réclamation d'aide financière. Des chèques peuvent être remis aux sinistrés dans les 24 à 48 h suivant la rencontre.
- Le montant de la participation financière de la municipalité selon ce programme est fixé en fonction de l'évaluation démographique de la municipalité. Les trois premiers dollars par habitant de dépenses admissibles sont assumés entièrement par la municipalité. Pour recevoir une aide financière, le montant des dépenses admissibles de la municipalité doit donc dépasser le triple de sa population. Par exemple, pour une municipalité de 100 000 habitants, ses dépenses admissibles doivent dépasser 300 000 \$ pour que le MSP lui accorde une aide financière.
- Si une municipalité est en difficulté financière lors du sinistre ou en raison du sinistre, le programme permet d'annuler, en tout ou en partie, sa participation financière après analyse de sa situation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

QUESTION 117 : Échéancier et copie de la refonte (et des modifications) de la loi sur la sécurité civile.

Les documents visés par votre demande ne peuvent être communiqués en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 118 : Description des postes des employés des directions et bureaux régionaux de la sécurité civile.

DIRECTIONS	PERSONNEL DE SOUTIEN ET TECHNICIENS	PROFESSIONNELS	CADRES
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie ¹	69	181	20
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	2	6	1
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord	2	5	1
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik	1	6	1
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec	1	5	1
Direction régionale de la Montérégie et de l’Estrie	2	9	1
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides	3	11	1
Direction régionale de l’Outaouais, de l’Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	2	6	1

¹ La direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie inclut les directions régionales

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

QUESTION 119 : Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile.

Règlement sur les normes, les spécifications et les critères de qualité applicables aux centres d'urgence 9-1-1 et à certains centres secondaires d'appels d'urgence
http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=//S_2_3/S2_3R2.htm

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 120 : Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2013-2014 ¹ et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 98 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2013-2014, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2014-2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 121 : La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

Veillez vous référer à la question 99 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 122 : La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Veuillez vous référer à la question 100 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 123 : La liste des conditions et des tests requis pour être admissibles à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.

Veuillez vous référer à la question 101 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 124: La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.
--

Exercice financier 2013-2014

La Politique de réduction de dépenses approuvée par le conseil d'administration et entérinée par le gouvernement prévoit les mesures suivantes :

- Une réduction graduelle des dépenses de fonctionnement de nature administrative devant atteindre au moins 10 % au terme de l'exercice débutant en 2013;
- Une réduction de 25 % des dépenses en publicité, de formation et de déplacement, dès l'exercice débutant en 2010;
- Une réduction équivalant à 1 % de la masse salariale, dès l'exercice débutant en 2010. Cette réduction est récurrente et augmentée chaque année du même montant, jusqu'à l'exercice débutant en 2013.

Type de dépenses	Cibles de réduction à terme (en milliers de \$)	Réduction cumulative réalisée depuis le début de l'exercice 2010-2011 (en milliers de \$)	Résultats
Dépenses de fonctionnement de nature administrative	54,5	54,5	Cible atteinte
Dépenses de publicité, de formation et de déplacement	53,8	53,8	Cible atteinte
Rémunération	665,6	737,9	Cible atteinte

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 124: La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.
--

Exercice financier 2014-2015 budgété

Mesures de réduction 2014-2015 avec récurrence sur les prochains exercices financiers (en milliers de \$)	
Masse salariale	
Non renouvellement des occasionnels	528,8
Diminution temps supplémentaire	52,6
Dépenses de fonctionnement	
Loyer	100
Autres	65,3
Dépenses administratives	81,8
TOTAL	828,5

Exercice financier 2015-2016 provisoire

Mesures additionnelles de réduction 2015-2016 (en milliers de \$)	
Masse salariale	
Non renouvellement des occasionnels	137,6
Non remplacement de retraites et départs	93,3
Optimisation des ressources	125
TOTAL	355,9

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03.04

QUESTION 125 : Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez-vous référer à la question 83 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 126 : La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

Veillez vous référer à la question 84 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 127 : La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour 2013-2014 et 2014-2015 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.

Veillez vous référer à la question 85 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 128 : La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour 2013-2014 et 2014-2015 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Veillez vous référer à la question 86 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 129 : Liste des motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 87 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 130 : Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emplois, ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 88 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 131 : La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

Veillez vous référer à la question 89 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 132 : Le nombre de dossiers reçus pour 2013-2014 et 2014-2015 par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux).¹.

Veillez vous référer à la question 90 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Incluant également les corps de polices autochtones, les constables spéciaux, les contrôleurs routiers, les agents de la protection de la faune et les enquêteurs de l'UPAC.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 133 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2015, par catégorie et par origine.

Veillez vous référer à la question 91 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 134 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 92 du groupe de l'Opposition officielle.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs (2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 135 : État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police, dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.

Depuis l'entrée en vigueur du projet de loi 80, le 15 juin 2006, 417 ¹ demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière. Le Comité de déontologie policière a rendu 413 décisions, dont 43 défavorables aux policiers requérants.

Les 4 dossiers restants sont soit en délibéré ou feront l'objet d'une décision au cours de l'exercice financier 2015-2016.

Au cours de l'année financière 2014-2015, 32 demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière qui, au cours de la même période, a rendu 29 décisions.

¹ Données en date du 18 mars 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 136 : Pour 2013-2014 et 2014-2015, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.

	Suicide ou tentative de suicide causant une blessure grave dans le cadre d'une intervention policière	Décès par balle ou blessure grave par balle dans le cadre d'une intervention policière	Décès ou blessure grave dans le cadre d'une intervention policière (autre que par balle)	Décès ou blessure grave à la suite d'une poursuite policière avec véhicule	Suicide ou tentative de suicide causant une blessure grave lors de la détention policière	Décès ou blessure grave lors de la détention policière	TOTAL
2007	5	9	4	4	2	6	30
2008	5	10	6	7	1	0	29
2009	5	11	6	15	2	1	40
2010	9	9	5	3	0	2	28
2011	7	22	2	6	0	0	37
2012	10	12	6	6	3	2	39
2013	19	10	2	5	2	1	39
2014	15	9	5	6	0	0	35
2015 ¹	3	1	2	0	0	0	6

¹ Du 1^{er} janvier au 27 février 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 137 : Rapport d'enquête suivant la plainte logée à l'endroit du policier de la Sûreté du Québec qui a heurté et tué Nicolas Thorne-Belance, un garçon de cinq ans, le 13 février 2014 à Longueuil.

L'enquête concernant cette plainte est toujours en cours et aucun rapport n'a été déposé. De plus, l'article 139 de la Loi sur la police prévoit que doivent demeurer confidentiels les documents rédigés ou obtenus par le Commissaire dans le traitement des dossiers qui lui sont confiés.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 138 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2013-2014¹ et 2014-2015, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.

Veillez vous référer à la question 76 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieur (2014-2015).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 139 : Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2013-2014¹ et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 77 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieur (2014-2015).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 140 : La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les augmentations prévues et les bonis et primes reçues au cours d'une même période.

Veillez vous référer à la question 78 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 141 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2013-2014 et 2014-2015, ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

Veillez vous référer à la question 79 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 142 : La liste des enquêtes terminées en 2013-2014 et 2014-2015 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur responsable du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Veillez vous référer à la question 80 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 143 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2015 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur responsable du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

Veillez vous référer à la question 81 du groupe de l'Opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 144 : Copie des directives envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 82 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 145 : Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.

Au mois d'avril 2014, la Protectrice du citoyen déposait un rapport concernant les délais d'investigation au Bureau du coroner. La Protectrice faisait alors état d'un délai moyen global (date de l'avis et date de fermeture du dossier) de l'ordre de 12,2 mois, et ce pour 3 812 dossiers d'investigation terminés. De plus, à partir d'un échantillon aléatoire stratifié, les délais ont été mesurés pour différentes catégories (4) d'investigation. Elle demandait au Bureau du coroner de prendre des mesures (via le dépôt d'un plan d'action) afin de diminuer ces délais.

Le Bureau du coroner déposait le 5 juin 2014 son plan d'action visant notamment à diminuer les délais d'investigation. Ce plan d'action est d'ailleurs disponible sur le site Internet du Bureau du coroner.

Vous trouverez ci-dessous l'état de la situation des délais au 5 janvier dernier. À la suite du plan d'action, deux grands paramètres ont été développés : le premier concerne l'âge des dossiers d'investigation actifs, c'est-à-dire le futur, et le deuxième concerne l'âge des dossiers d'investigation terminés qui est une mesure de la performance passée. Les résultats relatifs à ces deux paramètres sont les suivants :

Les dossiers d'investigation actifs

Le nombre de dossiers d'investigation actifs est passé de **4 567** le 27 février 2014 à **3 658** le 5 janvier 2015. **Il s'agit d'une baisse de 25 % du nombre de dossiers d'investigation actifs.**

Le délai moyen pondéré (par le nombre de dossiers) applicable aux dossiers d'investigation actifs est passé de 11,6 mois le 27 février 2014 à 10,2 mois le 5 janvier 2015. **Il s'agit d'une baisse de 14 % du délai.**

Le pourcentage de dossiers actifs dépassant 12 mois d'âge est passé de **35 %** au mois de février 2014 à **28 %** le 5 janvier dernier.

Les dossiers d'investigation terminés

Le nombre de dossiers d'investigation terminés pour **l'année 2013** se situait à **3 685** (excluant les entrées et les sorties de corps). Pour la période couvrant **l'année civile 2014**, ce nombre se situe à **4 852**. Il s'agit d'une **progression de plus de 31 %** de la production.

Le délai moyen en mois (pondéré par tous les dossiers) pour l'ensemble des dossiers terminés en 2012, a été mesuré par la Protectrice du citoyen et il se situait alors à **12,2** mois. En **2013**, selon nos données, il se situait à **12,4** mois. Pour l'année 2014, ce délai se situe maintenant à **13,2 mois**. Soulignons que cette situation était prévisible compte tenu de l'opération de rattrapage des retards accumulés.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 145 : Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.

Les constats

Nos statistiques nous permettent de croire que les efforts mis en place pour réduire les délais de production commencent à porter des fruits. L'année 2014 a été une année record en ce qui a trait à la fermeture des dossiers d'investigation.

Les efforts relatifs à la réduction des délais continueront. Un suivi personnalisé des délais d'investigation a été développé afin d'agir sur les cas les plus problématiques. De l'aide ponctuelle a été offerte à ceux qui le désiraient et la charge de travail de certains coroners a été rééquilibrée. Le Bureau du coroner reste vigilant quant à cette situation. De plus, la mise en place des nouveaux outils (GECCO, accès en ligne pour les coroners à certaines informations de la RAMQ, suivi par le MSSS des délais relatifs aux autopsies, la nomination récente de nouveaux coroners, etc.) contribuera à faire diminuer les délais.

La tendance à la baisse de l'âge des dossiers d'investigation actifs se poursuit . Cette tendance pourrait présager une baisse de l'âge des dossiers terminés au cours des prochains mois.

Plafonnement de l'âge des dossiers terminés, ce qui laisse présager une baisse des délais au cours des prochains mois.

Nous soulignons également que toute la question des délais d'investigation a fait l'objet d'une présentation spécifique lors du colloque des coroners le 7 novembre 2014.

Nous suivons de près l'évolution de la situation. La cible que nous nous sommes fixée pour réduire graduellement nos délais à six mois d'ici 2017, nous apparaît toujours réaliste, mais les efforts pour y arriver devront demeurer constants.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 146 : État d'avancement des recommandations formulées par le Protecteur du citoyen, notamment en ce qui concerne les délais d'investigation.

Veillez vous référer à la question 145 du deuxième groupe de l'Opposition en ce qui a trait aux délais d'investigation.

Concernant les recommandations de la protectrice du citoyen, nous vous rappelons que :

La Protectrice du citoyen a déposé son rapport le 17 avril 2014.

Que le rapport demandait au Bureau du coroner de produire un plan d'action afin d'assurer le suivi de ses recommandations d'ici le 5 juin 2014.

Qu'un plan d'action a été déposé à la Protectrice le 12 juin 2014.

Que ce plan d'action a été déposé aux parlementaires à l'occasion de la Commission des institutions au mois de septembre dernier.

Que ce rapport a fait l'objet d'une publication sur le site Internet du Bureau du coroner.

Qu'une première mise à jour a été transmise à la Protectrice du citoyen le 30 octobre dernier.

Que le 10 décembre 2014, la Protectrice du citoyen se déclarait satisfaite du suivi des mesures mises de l'avant dans le plan d'action.

Qu'une prochaine mise à jour est prévue pour le mois de juin prochain au moment où le Bureau du coroner rendra compte de l'état d'avancement des travaux aux parlementaires ainsi qu'à la Protectrice du citoyen.

Vous trouverez donc, annexée au présent document, une copie du plan d'action mis à jour et transmis à la Protectrice du citoyen le 30 octobre dernier.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 147 : Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2014-2015, et prévisions pour 2015-2016.

Veillez vous référer à la question 93 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 148 : La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour 2013-2014 ¹ et 2014-2015, incluant leur Curriculum Vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat, ainsi que les augmentations et bonis prévus.

Veillez vous référer à la question 94 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2013-2014, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2014-2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 149 : La répartition des décisions prises par la Commission pour 2013-2014 ¹ et 2014-2015 (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libérations conditionnelles et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).

Veillez vous référer à la question 95 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2013-2014, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2014-2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 150 : La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la Commission pour 2013-2014¹ et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 96 du groupe de l'opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2013-2014, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2014-2015.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 151 : Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.

Veillez vous référer à la question 97 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 152 : Mesures mises en œuvre par la CQLC pour maximiser le nombre de personnes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.

La Commission est une instance décisionnelle qui décide en toute indépendance et impartialité, de la mise en liberté sous condition des personnes incarcérées dans un établissement de détention provincial. Conformément à la Loi sur le système correctionnel du Québec, elle rend des décisions en tenant compte de tout renseignement nécessaire et disponible au sujet des personnes contrevenantes.

L'article 19 de la Loi détermine les renseignements sur lesquels doit s'appuyer la Commission et qui doivent lui être communiqués par les Services correctionnels. Ces renseignements comprennent nécessairement ceux prévus aux paragraphes 6 et 10 de l'article 19, à savoir : « *l'évaluation et le plan d'intervention correctionnel de la personne contrevenante* » ainsi que « *le projet de réinsertion sociale et la confirmation de l'admission dans une ressource communautaire ou dans un programme, le cas échéant* ». En d'autres mots, ce n'est pas la Commission qui élabore le plan de sortie de la personne contrevenante ou qui en choisit la teneur. La Commission prend entre autres, connaissance du plan de réinsertion sociale qui comprend souvent un séjour en ressource, et décide en fonction de critères établis par la loi, si la personne contrevenante peut ou pas, bénéficier d'une mesure de mise en liberté sous condition qui ne compromette pas la protection de la société et qui favorise une réinsertion sociale graduelle et sécuritaire.

Conséquemment, la Commission ne peut pas, à titre d'instance décisionnelle impartiale, mettre quelque mesure en œuvre afin de maximiser le nombre de personnes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain. La Commission prend connaissance d'un plan de sortie déjà établi par la personne contrevenante avec l'aide d'un professionnel des Services correctionnels. Si ledit plan de sortie prévoit un séjour dans une telle ressource, la Commission doit alors décider de façon impartiale et en fonction des critères établis à l'article 155 de la Loi, si elle doit lui accorder ou lui refuser une mise en liberté sous condition dont les modalités d'application seraient conformes au plan de sortie présenté.

Cela dit, afin de rendre des décisions éclairées, les membres de la Commission doivent maintenir leurs connaissances à jour. C'est pourquoi, à la suite de l'accréditation du Centre Kapatakan Gilles Jourdain, ses représentants ont été invités, en février 2014, à en faire la présentation, accompagnés de représentants des Services correctionnels, à l'occasion d'une réunion des membres de la Commission afin de les informer des programmes offerts et de la structure de fonctionnement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 153 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour 2013-2014 ¹ et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016.

Veuillez vous référer à la question 112 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2013-2014, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2014-2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 154 : Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2013-2014 ¹ et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 103 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2013-2014, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2014-2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

**QUESTION 155 : La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour 2013-2014¹ et 2014-2015 ainsi que les augmentations prévues.
Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.**

Veillez vous référer à la question 104 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2013-2014, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2014-2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 156 : Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps policiers mandatés, pour chaque secteur d'activités pour 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 105 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 157 : Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués pour 2013-2014 et 2014-2015, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

Veuillez vous référer à la question 106 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 158 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour 2013-2014 ¹ et 2014-2015, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

Veillez vous référer à la question 107 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2013-2014, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2014-2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 159 : Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour 2013-2014¹ et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 108 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2013-2014, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2014-2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 160 : Le nombre de licences de course, de pistes de courses, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour 2013-2014 ¹ et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 110 du groupe de l'Opposition officielle.

¹ Pour les informations relatives à 2013-2014, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2014-2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 161 : Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que le résultat de la décision.

Veuillez vous référer à la question 111 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX – 03.01

QUESTION 162 : Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes en 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 109 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 163 : Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs en 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 113 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 164 : Depuis 2006, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilé par sport.

COURSES	2014-2015	2013-2014	2012-2013	2011-2012	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Nombre de contrôles anti-dopage	1 419	1 561	940	683	353	1 249	6 046
Nombre positifs	7	12	3	2	2	2	6

Conformément à l'application du Calendrier de conservation des documents de la Régie, les données ne sont pas disponibles pour les années antérieures.

Sanctions liées : En moyenne, 47 jours de suspension ont été imposés pour chaque test positif.

Les heures et les lieux des contrôles ne sont pas disponibles.

SPORTS DE COMBAT	2014-2015	2013-2014	2012-2013	2011-2012	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Nombre de contrôles anti-dopage	78	46	6	12	24	34	34
Nombre positifs	0	0	0	0	1 ¹	0	1 ¹
Heures et lieux	Centre Bell, Colisée Pepsi, Pavillon Jeunesse Québec	Centre Bell, Colisée Pepsi, Pavillon Jeunesse Québec	Centre Bell	Centre Bell et Colisée Pepsi	Centre Bell et Colisée Pepsi	Casino de Montréal, Centre Bell et Colisée Pepsi	Centre Bell

Conformément à l'application du Calendrier de conservation des documents de la Régie, les données ne sont pas disponibles pour les années antérieures.

¹ Généralement, les boxeurs testés positifs sont retirés des programmes de boxe subséquents par le promoteur, donc la Régie n'a pas à sanctionner.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 165 : Les revenus découlant du nouveau Règlement sur les systèmes de loteries et aux Règles sur les systèmes de loteries entreront en vigueur pour autoriser la mise sur pied et l'exploitation des tirages moitié-moitié sous l'égide d'une licence délivrée par la Régie des alcools, des courses et des jeux.

Les revenus enregistrés depuis l'entrée en vigueur de la Réglementation le 1^{er} janvier 2015 ⁽¹⁾

23 165 \$

(1) Le nombre de licences délivrées entre le 1^{er} janvier et le 28 février 2015 est de 101.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 166 : Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2013-2014 et 2014-2015, par région.

Les permis d'agent de sécurité sont délivrés par le Bureau de la sécurité privée depuis le 22 juillet 2010.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 167 : Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 116 du groupe de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 168 : Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2013-2014 et 2014-2015.

Veillez vous référer à la question 115 du groupe de l'Opposition officielle.